

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

L'Espagne bouge

*par LE NOYAU*

En Algérie : l'armée française complice

*par Robert LOUZON*

Le banquier « social » et l'action ouvrière

*par Raymond GUILLORÉ*

Un congrès pour rien

*par Paul RUFF*

Peut-on dominer l'histoire ?

*par Roger HAGNAUER*

L'Espagne et les souvenirs à vendre

*par Louis MERCIER*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 NF ( 800 fr.)  
Un an . . . . . 15 NF (1.500 fr.)

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 NF (1.000 fr.)  
Un an . . . . . 18 NF (1.800 fr.)  
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2°)  
Téléphone : CENTral 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 472 - Mai 1962

L'Espagne bouge .....	LE NOYAU
Un meeting franco-espagnol à St-Etienne.	
Notes d'économie et de politique : L'armée française complice. — Un seul remède : la peur. — Rectifications .....	R. LOUZON
La « chasse à l'Arabe » prévue par la R.P.	J. PERA
Chronique de l'Union des syndicalistes : Algérie raciste. — Le banquier « social » et l'action ouvrière. — Un tableau économique du salariat français. — Au congrès C.F.T.C. de l'enseignement public. — Une conférence-débat à Saint-Etienne ..	R. GUILLORE
Au Syndicat National de l'Enseignement secondaire : un congrès pour rien .....	P. RUFF
La morale socialiste et la libre entreprise.	R. BARANTON
Propos inactuels : peut-on dominer l'histoire ? .....	R. HAGNAUER
Parmi nos lettres : Sur Israël (J. Laplaud). — Le fascisme au pouvoir (L. Blain). — Une défense de la S.F.I.O. et autres sujets (J. Lefèvre).	
Après cinq ans chez les autonomes, où aller ? .....	J. SAMSON
Messall Hadj tend la main au F.L.N. ....	F. CH.
L'Espagne et les souvenirs à vendre .....	L. MERCIER
Z. Muhsam. — J.F. Horrabin.	
Tendances, partis, syndicats .....	J. DUPERRAY
Le combattant Cienfuegos abattu par Castro .....	R. de CARDENAS
Doctrines et histoire : Anton Pannekoek ..	P. MATTICK

## ENTRE NOUS...

Pour les pauvres bougres qui, depuis trente-sept ans pour les plus vieux, depuis quinze ans pour les... « encore jeunes »..., s'efforcent de maintenir la « R.P. », la situation du mouvement ouvrier porte pas mal de motifs de découragement. Cependant, outre ce « je ne sais quoi » qui fait dire à la plus jeune des Danaïdes « ...mes sœurs, si nous recommençons »... il y avait pour les retenir sur la pente et les accrocher à leur tâche, la fidélité des amis de la « R.P. ». Sans doute, n'était-elle pas très agissante... sans doute n'apportait-elle pas ce que nous attendons toujours, c'est-à-dire la participation directe à la vie de la « R.P. ». Mais, elle se révélait efficace, à chacun de nos appels extraordinaires. Une lettre aux abonnés de soutien suffisait pour que par retour de courrier notre compte courant soit pourvu du nécessaire et notre déficit comblé.

Seulement, nous n'aimons guère cette sollicitation indiscreète. Nous avons employé une formule plus générale, insolite sans doute, mais incluse dans le numéro, comme un supplément normal. Nous pensions naïvement que « l'encart » du numéro d'avril provoquerait l'attention et l'initiative de tous nous abonnés.

Il s'agissait simplement d'envoyer des listes d'abonnés possibles, d'utiliser une formule d'abonnement, de rechercher tous les militants qui peuvent s'intéresser aux efforts de l'Union des Syndicalistes.

Nous aurions honte de rapporter ici le nombre des réponses reçues. Nous faisons la part de la né-

gligence. Nous accordons le sursis. Mais ce n'est qu'une condamnation différée.

D'aucuns vont triompher. Ceux de nos plus fidèles amis, qui critiquent le manque d'opportunité et de réalisme de notre rédaction et de notre administration, qui ironisent à propos de cet élargissement de notre audience, que nous constatons ici même.

Nous ne rusions jamais avec la réalité. Il est vrai que nous sentons une plus profonde résonance de nos propos, que nous accueillons de nouveaux concours, que le cercle de nos militants s'élargit.

Il n'y a pas contradiction entre ces deux affirmations. A nous lire, à nous entendre — même indirectement — pas mal s'éveillent ou se réveillent. Mais une fois de plus... l'intendance ne suit pas.

Que l'on nous épargne les sarcasmes. Ce qui est vrai pour nous qui le disons, est vrai pour de plus bruyants qui le cachent. On s'habitue à recevoir gratuitement ce dont on a besoin. On admet la division du travail : certains sont faits pour agir et militer ; d'autres pour les pourvoir en matériels indispensables. Et lorsque la force et les moyens des seconds s'amenuisent et disparaissent, les premiers s'indignent de ne plus avoir le véhicule pour leurs écrits, de tribune pour leurs laïus.

Alors ? Alors... rien de plus...

Que tous nos abonnés prennent la peine de relire et d'utiliser l'encart du numéro d'avril !

# L'ESPAGNE BOUGE

Dans ce pays où la grève est illégale, plus de cent mille grévistes se sont dressés, calmement mais fermement, devant le patronat et le pouvoir. Celui-ci a répliqué par ce qu'il appelle « l'état d'exception ». Le régime ordinaire était déjà un état d'exception. Devant la crise sociale ouverte, on l'aggrave par des dispositions qui permettront, par exemple, « le transfert du lieu de résidence de toute personne soupçonnée d'activité subversive ». En clair : la déportation. L'état d'exception suspend aussi l'application d'un article de loi qui, paraît-il, « garantissait la liberté et le secret de la correspondance ».

Malgré la dictature affreusement réactionnaire et cléricale, malgré « les syndicats verticaux », c'est-à-dire les carcans de l'organisation corporatiste anti-syndicaliste, les travailleurs espagnols protestent, par l'arrêt du travail, contre le blocage des salaires combiné à la hausse énorme du prix de la vie. Dans ce pays qui, avec le Portugal, avait déjà les salaires les plus bas d'Europe, le niveau de vie s'abaisse encore ! Les mineurs des Asturies, retrouvant spontanément une vieille tradition de lutte ouvrière, ont cessé le travail et ont refusé de le reprendre en dépit des injonctions et des fausses promesses du pouvoir. A Bilbao, dix mille travailleurs de la métallurgie et des chantiers navals ont fait une grève de solidarité. Celle-ci s'est étendue à 5.000 mineurs de la province de Cordoue, à plus de 2.000 travailleurs des mines de plomb de Linares. Au moins trente-cinq mille ouvriers de la province de Biscaye sont entrés dans la lutte malgré « l'état d'exception ». Le mouvement a gagné tout le pays. La Catalogne, vieux foyer d'insurrection, a bougé à son tour. Ce n'est pas l'opposition politique qui se montre, c'est le mouvement social irrépressible qui éclate et qui démasque la vraie nature du régime qui, depuis déjà plus de vingt ans, opprime l'Espagne.

Autre événement significatif : les étudiants de Madrid manifestent dans la rue au cri de « Opus no, mineros si ! ». Non, à l'Opus Dei ; oui, aux mineurs ! L'Opus Dei, c'est l'organisation à la fois officielle et secrète du cléricanisme rétrograde, l'organisation qui gouverne l'Espagne. Elle vient encore de fonder sous le nom d' « Etudes générales de Navarre », une université à elle, que subventionnent les fonds d'Etat. Ce mouvement des étudiants madrilènes est caractéristique. Ce sont des jeunes gens qui sont nés et qui ont grandi sous le régime actuel. Ils ne viennent certainement pas des couches prolétariennes. Mais, contre la contrainte et l'obscurantisme, contre le détournement des fonds publics au profit de l'Eglise toute puissante, ils découvrent et affirment leur solidarité avec les mineurs en grève. Ainsi, ils donnent une preuve de plus du rôle d'avant-garde que jouent actuellement les étudiants, dans tous les pays.

Ce mouvement est plein d'enseignement pour tout le monde et, particulièrement, pour les travailleurs français. Car qu'est-ce que Franco, sinon un Salan qui a réussi ? La victoire de l'O.A.S. serait celle de l'Opus Dei ; ce serait l'interdiction des syndicats ouvriers et la contrainte économique et politique sur les travailleurs. Or, il n'est pas dit que l'O.A.S. — ou, sous un autre nom, une organisation de même nature sociale — ne puisse trouver encore son chemin en France, au moment, par exemple, où s'ouvrira la succession du régime hybride qu'acceptent aujourd'hui les Français, par crainte d'en subir un autre plus brutal. Ce n'est pas une solidarité seulement sentimentale qui nous unit à nos camarades espagnols.

Il se révèle en tout cas — ce que nous avons toujours pensé — que l'Espagne ouvrière n'a pas fini de parler au monde. Les travailleurs espagnols en exil que nous côtoyons, avec lesquels nous travaillons en fraternité, ne sont pas les seuls à représenter l'espoir du renouveau pour leur pays opprimé et pour le mouvement ouvrier espagnol. Ils ont trouvé, dans les conditions les plus difficiles, des continuateurs dans ces ouvriers et ces étudiants avec lesquels ils n'ont certes pas perdu toute liaison réelle, mais qui étaient quand même brusquement séparés de leur tradition et de leur expérience. Heureusement, la contrainte est le moyen de gouvernement des faibles et des imbéciles. C'est Franco lui-même et les conditions de son régime qui ont donné aux vétérans exilés de la classe ouvrière espagnole — et aussi à ceux qui n'ont pas cessé de lutter clandestinement — ces successeurs et ces compagnons.

\*\*

Mais que fait encore Franco à la tête de l'Espagne ? Il n'y est, chacun le sait, que parce que les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale l'y ont maintenu. Placé là par ceux qui allaient provoquer la guerre et la perdre, il est maintenant soutenu par ceux qui l'ont finalement gagnée. C'est une tache honteuse sur la face de ce monde qui se prétend « libre ». Les maîtres de cette partie du monde ont vu en lui et en son régime un barrage contre « le communisme ». Il n'en fallait pas davantage pour qu'ils lui octroient des subsides, les moyens de faire durer sa dictature, donnant ainsi à leur prétendu idéal de liberté un caractère de dérision qui était la meilleure arme de leurs adversaires des pays de socialisme d'Etat autoritaire.

Franco, tyranneau de jésuitière à la tête d'un grand pays, n'a pas invoqué « le danger communiste » au début des grèves actuelles, manifestement dues aux conditions économiques. Mais il a commencé de le faire quand le mouvement s'est étendu et pour donner une justification à son décret instaurant « l'état d'exception ». Nous allons entendre

beaucoup parler du « danger communiste » maintenant que Franco ne maîtrise plus la révolte ouvrière.

Que cela nous fournisse une occasion de plus de préciser notre position à cet égard ! Le socialisme d'Etat autoritaire est le phénomène du vingtième siècle (mais ses théoriciens et ses précurseurs sont du dix-neuvième siècle). On peut même dire : c'est la révolution du vingtième siècle. Elle est faite. Ceux qui veulent la recommencer sur les mêmes bases, ou sur des principes voisins n'en sauraient être, dans le meilleur des cas, que des imitateurs attardés. La révolution qu'on peut appeler déjà celle du vingt-et-unième siècle, quelle que soit la date de ses premiers éclatements, sera une révolution qui se fera contre le socialisme d'Etat ou contre le capitalisme d'Etat (parce que c'est la même chose). Ce sera une révolution de liberté grossissant, comme contradiction, à l'intérieur même des régimes caractéristiques du vingtième siècle. L'erreur serait mortelle de soutenir les formes du passé par peur du socialisme d'Etat autoritaire qui est déjà, lui aussi, une forme du passé. Ce serait faire briller, sur le fond noir de la réaction, une flamme qui s'éteint.

Le syndicalisme ouvrier, dans la mesure où il demeure une force de contestation par rapport à tous les gouvernements, quels que soient leurs formes et leurs programmes dé-

clarés, le syndicalisme ouvrier indépendant participe à cette révolution. La classe ouvrière espagnole, celle qui est en exil et, surtout, celle qui lutte en Espagne même ; la classe ouvrière française ; la classe ouvrière de l'U.R.S.S. et des Etats satellites ; toutes, elles ont, dans les conditions où elles se trouvent, à prendre leur place dans ce mouvement d'émancipation. Il semble bien que la classe ouvrière espagnole ne sera pas la dernière.

#### LE NOYAU.

P.-S. — Un certain rédacteur du « Figaro » nous donne encore, à l'occasion de ses commentaires sur le mouvement de masse déclenché en Espagne, un exemple de conformisme borné, d'explication passe-partout et d'hypocrisie benoîte. Il écrit le 10 mai :

« ...Des éléments irresponsables du syndicalisme international jouent des difficultés que rencontrent les mondes du travail espagnol et portugais pour tenter de créer, sur le terrain, les conditions d'une épreuve de force relancée de l'intérieur par des personnalités dont la bonne foi est, dans certains cas, évidente. »

Nous notons la restriction finale mais, surtout, l'explication toute bête : les ouvriers espagnols et portugais ont des « difficultés », oui des « difficultés ». Et des éléments irresponsables jouent de ces difficultés. Voilà ce qu'accueille sans sourciller « Le Figaro » !

Une information, barrant les deux colonnes de cet article de grande classe, nous fait savoir en même temps que, le 9 mai, Franco s'est entretenu, pendant 35 minutes, avec M. de Margerie, ambassadeur de France. Quel a donc été le sujet de leur conversation ?

## UN MEETING FRANCO-ESPAGNOL s'est tenu le 6 mai à Saint-Etienne

Le dimanche 6 mai, la salle de la Bourse du Travail de Saint-Etienne s'est remplie des nombreux auditeurs qui avaient répondu à l'appel de « La table ronde syndicaliste de la Loire » et de l'Alliance syndicale espagnole (C.N.T.-U.G.T.).

« La table ronde syndicaliste de la Loire » réunit toutes les organisations syndicales et syndicalistes où militent nos camarades de la Loire.

Folcher, de la Solidarité Internationale Antifasciste, précisa le sens de cette manifestation : soutien de la résistance ouvrière de l'Espagne sur laquelle souffle le vent de la liberté. Il donna lecture d'une lettre de solidarité de Yves Dechézelles qui n'a pu être présent. Jean Duperray rappelant le message immortel d'Albert Camus, salua les mineurs des Asturies et les étudiants de Madrid. Francisco Diaz, de l'U.G.T., dénonça « la forteresse noire de Franco ». Il s'adressa dans leur langue aux nombreux Espagnols présents dans la salle. Federica Montseny, de la C.N.T., avec son éloquence passionnée, dit sa joie d'être à Saint-Etienne pour participer à « cet acte symbolique, après l'exemple que donne le peuple des Asturies secouant le joug de l'oppression et de la dictature ». « Contre les forces franquistes, s'appuyant sur l'Eglise, l'armée, le capitalisme national et international, il y a l'héroïsme et ce sentiment de dignité humaine qui vous reconforte. 90.000 ouvriers se signalent au monde entier en montrant le chemin pour défendre et reconquérir la liberté. » Federica Montseny, elle aussi, s'adressa en espagnol à ses camarades.

Jean Cassou, directeur du Musée d'Art Moderne de Paris, président du Comité d'aide à la résistance espagnole, montra l'importance de cette réunion « où les centrales U.G.T. et C.N.T. se retrouvent pour affirmer leur désir de lutte et de victoire afin de préparer une vie politique future ». Jean

Cassou dit son admiration pour « l'obstination des partis, des organisations, des syndicats, des citoyens luttant en dehors des frontières ». Il termine en criant « son espoir en la victoire finale de la résistance et du peuple espagnols ».

Jean Duperray donna lecture d'une résolution qui est adoptée par l'assistance. Voici quelques extraits de cette résolution :

« Les travailleurs de toutes affiliations syndicales et tendances idéologiques, réunis le 6 mai 1962...

« voient dans cette manifestation qui rassemble ouvriers, enseignants, étudiants, démocrates et syndicalistes français et espagnols, un témoignage d'internationalisme, de solidarité antifasciste, de conscience du caractère européen et mondial des menées néo-franquistes et hitlériennes actuelles ;

« saluent la fière résolution des étudiants madrilènes manifestant en décembre 1955 autour de la tombe d'Ortega y Gasset et infligeant en février 1956 une série de défaites au soi-disant syndicat gouvernemental phalangiste lors d'élections universitaires, traduisant ainsi, en de vigoureuses manifestations, l'opposition de la jeunesse espagnole au franquisme ;

« proclament leur admiration pour les 70.000 mineurs des Asturies en grève depuis le 24 avril...

« félicitent tout spécialement les deux grandes centrales syndicales espagnoles C.N.T. et U.G.T., pour avoir réalisé à nouveau une alliance plusieurs fois reconstruite depuis juillet 1937...

« ils affirment leur confiance essentielle dans les luttes ouvrières qui constituent l'élément le plus important pour le rétablissement, dans le monde, de la paix et de la démocratie, seules susceptibles de permettre le respect des droits de l'homme et des travailleurs, à condition qu'on n'oublie jamais la nécessaire indépendance du syndicalisme...

# Notes d'Economie et de Politique

## L'ARMEE FRANÇAISE COMPLICE

Je suppose que maintenant tout le monde s'en rend compte : si la tuerie des musulmans continue à un rythme de plus en plus rapide dans les grandes villes du littoral algérien, c'est que l'armée qui occupe ces villes est complice des assassins.

Une complicité, non point active, mais passive : ce n'est pas l'armée qui tue les Algériens, sauf exceptionnellement, mais elle permet qu'on les tue.

Voici, par exemple, comment un envoyé spécial du *New York Herald* en Algérie, Sanche de Gramont, relate une scène qui s'est passée le 2 mai :

*A Oran une foule hurlante d'Européens a tué à coups de feu six ouvriers musulmans, cependant que des soldats français et un agent de police surveillaient la scène sans intervenir (1).*

*Le massacre eut lieu sur le large boulevard Joffre, non loin de la zone frontière qui sépare les quartiers européens des quartiers musulmans.*

*Des tireurs européens tiraient du haut des toits sur le quartier musulman adjacent, aux applaudissements d'une petite foule, lorsqu'un camion chargé d'ouvriers musulmans s'arrêta à un feu rouge.*

*Pris de panique, les Musulmans sautèrent du camion et se mirent à courir vers leur quartier.*

*« Tuez-les ! Tuez-les ! » hurlait la foule. Aussitôt, des hommes sortirent des pistolets de leurs poches et commencèrent à tirer. Des coups de feu étaient également tirés des fenêtres contre les Musulmans qui s'enfuyaient. Ceux qui tombaient étaient achevés par des balles tirées à bout portant.*

*« Des soldats français et un agent surveillaient la scène sans intervenir », est-ce assez clair ?*

Le même journal avait publié, peu auparavant, une photo montrant une auto-mitrailleuse en station dans une rue d'Oran, son arme pointée vers le ciel, et les deux servants à côté, cependant que, derrière, à quelques mètres à peine, une femme se tenait tranquillement sur le balcon de sa maison, bien qu'elle était entrée en vigueur l'ordre donné à l'armée de tirer sur toute personne stationnant sur les balcons !

Bien sûr ! l'armée française ne se rebelle pas contre les ordres qu'elle reçoit ; elle se contente... de ne pas les appliquer. C'est une rébellion larvée — plus dangereuse qu'une rébellion ouverte.

Cet état de rébellion larvée est constaté également par un correspondant de l'agence américaine *Associated Press*, Borowiec, lorsqu'il écrit, dans une dépêche du 3 mai, envoyée d'Oran :

*Parfois il arrive que des soldats apparaissent dans la ville européenne, ils mettent alors des mitrailleuses en position sous des palmiers, et regardent passer les filles.*

La contagion gagne même les C.R.S., ce dernier rempart de l'« ordre » :

*Presque chaque soir — écrit le même Borowiec — des commandos O.A.S. tirent sur les casernements barricadés des C.R.S. et autres*

(1) C'est moi qui souligne. R.L.

*bâtiments publics. Leurs défenseurs répondent au feu, mais jamais ils ne poursuivent les assaillants. (2)*

Voyez encore ce hold up qui s'est passé l'autre jour, non à Oran, mais à Alger.

La poste centrale d'Alger, lieu névralgique par excellence, car non seulement elle est la poste, mais le centre même de la ville européenne, est gardée militairement. Un cordon de troupes l'entoure. Or, le 7 mai, en plein midi, sept hommes traversent le cordon de soldats, entrent dans le bureau, tirent leurs revolvers, s'emparent de la caisse et retraversent tranquillement le cordon de troupe sans être plus inquiétés au retour qu'à l'aller !

On voit par là quelle sinistre plaisanterie c'est que de prétendre renforcer l'« ordre » en envoyant plus de troupes à Alger ou à Oran : deux mille ou quatre mille soldats de plus dans l'une ou l'autre de ces villes, c'est tout simplement deux mille ou quatre mille complices de plus.

## UN SEUL REMEDE : LA PEUR

Mais cette armée si passive à l'égard des crimes de la population européenne (3) est, au contraire, d'une rapidité de mouvement et d'une vigueur dans la répression tout à fait remarquables dès qu'il s'agit d'« assurer l'ordre » contre les Musulmans.

L'essentiel de son activité consiste à boucler les quartiers arabes dès qu'une « certaine effervescence », comme disent les communiqués officiels, s'y manifeste à la suite d'attentats particulièrement odieux ; on boucle le quartier et, au besoin, on tire sur ses habitants, comme ce fut le cas même le jour de l'explosion de la voiture piégée du port, lorsque, après que des obus de mortier aient été tirés sur la partie musulmane de Belcourt, faisant plusieurs blessés, l'armée française complète l'œuvre de l'O.A.S. en tirant à son tour sur les Musulmans du quartier et en en blessant plusieurs.

Or, c'est du fait de cette activité que la présence de l'armée française est la cause du terrorisme ; ce sont ses interventions constantes et rapides contre les Musulmans pour protéger les Européens, qui font que tant qu'elle sera là, même si elle cessait d'être complice, les meurtres des Musulmans continueront.

Il ne faut pas oublier, en effet, que contrairement à ce que certains s'imaginaient ou même s'imaginent encore, l'O.A.S. n'est pas un petit groupe d'excités et de tueurs à gages conduits par des aventuriers, mais qu'elle est tout simplement l'armée de l'ensemble de la population européenne d'Algérie ; elle en est l'émanation directe et elle la soutient par tous les moyens possibles. « Décapiter » l'O.A.S., lui enlever des

(2) C'est moi qui souligne. R.L.

(3) La fusillade de la rue d'Isly ne fut qu'une de ces exceptions apparentes qui, en réalité, confirme la règle. Les soldats qui ont tiré ce jour-là sur les Européens étaient, en effet, des « tirailleurs algériens », c'est-à-dire des Algériens musulmans, et qui agissent contrairement aux ordres de leur officier français qui, d'après le témoignage des témoins, fit tous ses efforts pour arrêter le tir durant tout le temps qu'il dura.

armes, et même arrêter des tueurs pourrait, si cela était fait à une assez grande échelle, ralentir son action, mais non l'arrêter.

C'est donc à l'ensemble de la population européenne et non pas seulement à l'O.A.S., qu'il faut s'en prendre. Le jour, mais le jour seulement où l'ensemble des Européens d'Oran et d'Alger décideront qu'il faut cesser de « tuer du bicot », les tueries de « bicots » cesseront comme par enchantement, que l'O.A.S. le veuille ou non !

Or, il n'est, à mon sens, qu'un moyen d'amener les Européens à cette décision, c'est de faire qu'ils aient peur.

Le jour où les Européens auront peur des représailles des Algériens, le jour où ils pourront se dire, en apprenant qu'un Algérien vient d'être tué, que la foule des bicots va peut-être « descendre » rue d'Isly, assommer les Européens qu'ils y rencontreront, enfoncer les portes des maisons et égorger les occupants, ce jour-là les Européens ne voudront absolument plus de « ratonnades », et, par cela même, l'O.A.S. sera contrainte de cesser ses activités car, sans l'appui de la population, l'O.A.S. n'est plus rien.

De cette peur que les Algérois européens éprouvent en face des Arabes et dont ils ne sont préservés que par la présence de l'armée française, le récit suivant d'un correspondant de l'Associated Press, Rodney Angove, daté du 10 mai, en donne une idée :

*Un Musulman de 20 ans environ, portant le bleu de travail des dockers, passait près d'un restaurant européen en plein air, rentrant sans doute chez lui, dans la Kasbah, toute proche.*

*Il n'en savait rien, mais deux heures plus tôt, le long du même pâté de maisons, deux musulmans avaient déjà été tués et un troisième blessé à coups de revolver.*

*Cette fois, il y eut trois détonations coup sur coup, et le Musulman s'écroula à la porte d'un cinéma. Les Européens qui déjeunaient de l'autre côté de la rue posèrent leurs fourchettes et regardèrent. Puis, quelques-uns continuèrent à mastiquer, avec quelque peine à avaler.*

*Un agent de police qui se tenait à moins de cinquante mètres de là ne bougea pas, se contentant de continuer sa faction (4).*

*Les Européens qui étaient dans la rue s'arrêtèrent net, sidérés. Les boutiquiers se précipitèrent sur le pas de leurs portes pour mieux voir. Les Européens en auto s'arrêtèrent, embouteillant la rue.*

*Comme d'habitude, personne n'avait vu le meurtrier.*

*Puis, le Musulman, tout étourdi, leva la tête. Aucun des spectateurs ne bougea.*

*Le Musulman parvint à se lever. S'appuyant contre le mur, les yeux hagards, il regardait autour de lui.*

*Les Européens se tenaient figés à leurs places comme le Musulman commençait à marcher en chancelant, s'appuyant de ses mains sanglantes à la devanture des boutiques.*

*Les Européens se reculaient dans les entrées de portes et grinçaient des dents comme il passait lentement.*

*Au bout d'une soixantaine de mètres, il s'étendit à nouveau sur le trottoir et se traîna lentement.*

*Un autre jeune Musulman vint en courant au devant de lui. Il essaya de le remettre debout mais n'y parvint pas et repartit en courant.*

*Quelques secondes plus tard, ce Musulman*

*revenait avec une auto. Pendant que la victime y était chargée, une cinquantaine de jeunes Musulmans accoururent d'une rue à escaliers de la Kasbah.*

*La panique saisit alors les spectateurs européens. Ceux qui étaient en voitures en descendirent et coururent en criant vers les couloirs des maisons et les petites rues adjacentes.*

*Les garçons du restaurant fermèrent en hâte les hautes portes vitrées, et les clients coururent vers la pièce de derrière (4).*

*Des cars de C.R.S. arrivèrent alors, cependant que les Musulmans se dirigeaient vers le square Bresson, et que les Européens terrifiés s'enfuyaient dans toutes les directions (4).*

*Le groupe des Musulmans se dispersa alors, chacun se hâtant de reprendre individuellement les escaliers menant en direction de la haute Kasbah.*

Ce qu'il faut déduire de cette scène c'est que si avait été supprimée la possibilité de l'arrivée des cars de C.R.S., c'aurait été les Européens témoins de l'attentat qui auraient eux-mêmes arrêté l'assassin et l'auraient, au besoin... lynché ! La peur est parfois bonne conseillère.

Plus généralement, regarder, encore une fois, ce qui se passe dans le bled !

Tout y est tranquille !

Que ce soit dans les villages de colonisation, ou sur les routes, on ne signale aucun meurtre de bicot.

Pourquoi ?

Ce n'est certainement pas que les Français de la campagne nourrissent plus de respect ou moins de haine que ceux de la ville à l'égard de l'Arabe. C'est plutôt le contraire ! Même le gars le plus enragé de Bab-el-Oued éprouve des sentiments presque bienveillants à l'égard de son voisin musulman, comparés à la haine que ressent le colon du bled à l'égard de ses ouvriers musulmans.

Et cependant, cette haine, dans le bled, ne s'extériorise pas ; contrairement à ce qui avait lieu dans les débuts de la guerre (voir les carnets de J.J. Servan-Schreiber), elle ne se traduit par aucun assassinat.

La raison en est tout simplement que les Européens de l'intérieur n'ont pratiquement aucune protection contre la masse énorme de Musulmans dans laquelle ils sont plongés. Ce ne sont pas les quelques postes militaires qui subsistent encore par-ci par-là, qui peuvent, ils le savent bien, garantir leur vie et leurs biens. Leur seule protection réside dans la bienveillance des Algériens ; or, celle-ci, bien entendu, ne saurait leur être acquise s'ils continuaient à faire la chasse aux bicots.

Voilà pourquoi le bled est calme : ni tueries de Musulmans par les Européens, ni tueries d'Européens par les Musulmans. La peur retient les uns ; l'inutilité de la violence, maintenant qu'avec l'indépendance assurée, le but est atteint, apparaît aux autres.

Eh bien ! il en sera de même à Oran et à Alger, le jour où les mêmes conditions que celles du bled s'y trouveront réalisées.

Tant que l'armée française sera là, tant que la population européenne saura qu'à la moindre menace de représailles de la part de la population musulmane, l'armée française fera autour d'elle un solide rempart que les bâtons ou les barres de fer des hommes de la Kasbah ne pourront renverser, les Européens d'Oran et d'Alger applaudiront aux ratonnades et protégeront les ratonneurs par tous les moyens en leur

(4) C'est moi qui souligne. R.L.

pouvoir, ce qui les rendra invulnérables ; ceux-ci continueront donc sans crainte, et presque sans risque, leur œuvre.

Mais que l'armée française disparaisse, que les civils européens se rendent compte du même coup qu'ils risquent qu'on leur prenne « pour un œil les deux yeux, et pour une dent, toute la queue », alors, tous, depuis le plus farouche tueur de l'O.A.S. jusqu'au bon bourgeois qui se contente d'assister au spectacle de sa fenêtre, deviendront doux comme des moutons.

Pourtant, les Européens en seront quittes pour leur peur, car la peur empêchant désormais les Européens de tuer du bicot, les bicots n'auront pas de raison, pas plus que dans le bled, de tuer de l'Européen ; si d'ailleurs, la fantaisie leur en prenait, à certains d'entre eux tout au moins, le F.L.N. serait là pour les en empêcher.

Et il pourra être, à nouveau, aussi question de « fraternisation », mais, cette fois, ce ne sera plus du bidon, ce sera sincère, car les sentiments ne sont que le produit des conditions objectives qui les rendent nécessaires. Une fois devenue la condition de survie pour la population européenne, la fraternisation deviendra rapidement un mode de vie, et peut-être même qu'un jour, qui sait ! les hommes des deux communautés se considéreront vraiment et profondément comme des frères.

## RECTIFICATIONS

À ma note de la dernière R.P. sur « la hausse des prix et la hausse des revenus », j'ai à apporter deux rectifications, l'une qui est la simple correction d'une erreur typographique, l'autre qui s'applique au fond.

J'avais écrit :

« Dans une société socialiste où le revenu global serait réparti également entre tous, chaque citoyen américain... » Au lieu d'également, on m'a fait dire « équitablement », mot qui est très employé par les gens bien pensant mais qui ne veut strictement rien dire.

D'autre part, il faut dans cette phrase supprimer le mot *socialiste*, car, dans une société socialiste, il n'y a pas seulement la règle selon laquelle chacun a droit à une part égale du produit social, mais aussi cette autre que « qui ne travaille pas, ne mange pas ». Il s'ensuit que pour calculer le revenu attribué à chacun dans une société socialiste où le revenu global serait celui des Etats-Unis d'aujourd'hui, il faudrait diminuer le nombre des Américains de tous ceux qui ne travaillent pas (tout en pouvant le faire), ce qui, naturellement augmenterait la part revenant à chacun des autres.

R. L.

P.S. — La lettre de F. Leunois publiée dans la dernière R.P. rappelle un principe excellent.

Voici à peu près trois quarts de siècle que Lombroso a montré que les criminels étaient des fous et qu'il fallait les traiter comme tels. Depuis lors, sa thèse n'a jamais été sérieusement contestée, bien que son application pratique n'ait jamais été tentée.

Mais je ne vois pas très bien comment l'application pourrait en être faite dans le cas du fascisme. Le fascisme n'est pas, en effet, un phénomène individuel, comme tendrait à nous le faire croire Leunois, mais un phénomène collectif. C'est tout un peuple ou la grande majorité d'un peuple qui participe ou applaudit au crime, ou, pour le moins, l'accepte.

Hitler, par lui-même, n'est rien, pas plus que Lacoste, Salan ou Argoud.

C'est 80 ou 90 % du peuple allemand qui a applaudi à Hitler, et cela sans ignorer ses crimes, se contentant de ne pas les approuver explicitement, pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles

Hitler ne s'en vantait pas. Les Allemands ne réprouvèrent les camps d'extermination que lorsque les armées alliées s'approchèrent de Berlin.

De même, les 80 ou 90 % du peuple français n'ont pas été sans connaître les tortures et les crimes commis en son nom par les policiers et militaires d'Algérie, se gardant seulement de se renseigner davantage de façon à ne pas avoir à donner une approbation explicite. Ces 80 ou 90 % des Français pensaient, et continuent encore, pour la plupart, à penser ce qu'en pensent les habitants de Saint-Hippolyte qui veulent à tout prix garder leur instituteur convaincu d'avoir torturé à mort une femme musulmane, ou les socialistes de la Dordogne qui s'apprêtent à réélire Lacoste.

Et à Alger ? Leunois sait aussi bien que moi, et même mieux que moi, que si l'O.A.S. peut perpétrer ses assassinats c'est uniquement parce qu'elle a derrière elle 95 % de la population européenne qui l'approuve et... l'encourage. Et ici, il est absolument impossible de feindre l'ignorance, puisque c'est en pleine rue, en plein jour, que les crimes se succèdent au rythme, maintenant, de plusieurs dizaines par jour. Tout le monde non seulement le sait, mais le voit. Et tout le monde est complice ; lorsqu'une des victimes est seulement blessée, personne ne vient à son secours.

Alors, je le demande à Leunois : faut-il interner dans des hôpitaux psychiatriques, le million de pieds-noirs ?

Car ils sont tous aussi coupables, tous aussi sanguinaires, aussi bien ceux qui se contentent de jouir du spectacle et d'y applaudir, que ceux qui prennent le risque de descendre eux-mêmes dans l'arène. — R.L.

## La « Chasse à l'Arabe » prévue par la R.P.

En 1927, relatant l'acquiescement de Français qui avaient torturé un Arabe au point de lui faire perdre les deux pieds et quatre doigts d'une main, Robert Louzon écrivait :

« La civilisation française en Algérie ça consiste à pouvoir, pour le Français, tuer sans risques l'indigène. » (R.P. de juillet 1927.)

Quatre ans après, sous le titre : « La chasse à l'Arabe est ouverte en Algérie », le même camarade rapportait trois affaires de meurtres d'Arabes par des Français, affaires terminées, bien entendu, par des acquiescements. Il concluait :

« Allons ! Vous tous qui aimez tuer... et tuer sans risques, accourez donc en Algérie ! N'ayez pas peur ! Le centenaire n'a rien changé. Après cent ans de « civilisation » la chasse à l'Arabe demeure largement ouverte. La chasse à l'homme c'est plus excitant que la chasse au fauve... et beaucoup moins dangereux. Venez vite ! Venez tuer ! Nous sommes dans une colonie de la République française. » (R.P. du 5 mars 1931.)

Des camarades ont trouvé, comme cela arrive souvent, que Louzon exagérait. Il n'était que prophétique ! Les atrocités actuelles des Français d'Alger et d'Oran, massacrés « sans risques » étaient en germe dans l'incroyable régime de castes qui a été celui de l'Algérie depuis 1930.

J. PERA.

« Les bourgeois ont dépossédé la noblesse parce que les nobles s'étaient seulement donné la peine de naître ; ils prétendent cependant que les inégalités des talents naturels doivent se traduire par des inégalités sociales plus dures que les inégalités de l'ancien régime. Au grand scandale des honnêtes gens, les socialistes disent que le peuple ne doit être exploité par personne. »

G. SOREL.

# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## Algérie raciste

La sauvagerie de l'O.A.S., sa bêtise sanglante, ne nous étonnent pas. Ce qui nous émeut davantage, c'est le fait que la population européenne d'Algérie semble reconnaître cette sauvagerie comme son moyen d'expression et de défense. Oh ! nous savons bien que tous les Européens d'Algérie ne sont pas solidaires de l'O.A.S. ! Mais il y a la terreur. Beaucoup de ceux qu'on appelle « les libéraux » sont déjà tombés sous les coups des forcenés. Beaucoup fuient cette terre de malheur. Les rentrées quotidiennes en métropole dépassent largement les prévisions. On voudrait quand même que les organisations syndicales d'Algérie, rattachées aux centrales françaises, fassent entendre la voix de la raison et de la fraternité. Encore heureux quand nous ne les entendons pas faire chorus avec les assassins ! La race — si tant est qu'on puisse parler de race dans une telle diversité de populations méditerranéennes — l'esprit de domination plutôt, qui est souvent plus enragé chez « le petit blanc » que chez le gros, l'emporte chez ces pseudo-syndicalistes sur une idéologie à vrai dire superficielle. Ces idées étaient bonnes « entre nous » ; mais vous n'allez tout de même pas vous mettre à les croire valables pour ces « bicots », ces « melons » ! Le dernier des bistrots bornés se croit vraiment le représentant de la civilisation chrétienne ! Et il n'en sera que plus enragé si la preuve est faite qu'un quelconque Arabe ou Kabyle peut en savoir plus dans son petit doigt que lui dans sa grosse tête vide. Passe encore pour le bistrot. Mais l'instituteur, le postier, le cheminot, le petit employé ?

Voici plusieurs centaines de dockers algériens qui font la queue pour l'embauche. Tableau connu. Le louage des bras et des échine pour le travail le plus dur, le plus nécessaire aussi. Une voiture piégée éclate dans cette foule prolétarienne. Il y a plus de soixante morts et une centaine de blessés. Comment s'étonner de la surexcitation de quelques-uns des survivants ? Ils rencontrent un Européen dans sa voiture ; ils l'arrachent à son siège et l'égorgent. Un innocent, sans doute, un pétrolier qui rentrait en France. Alors on entend parler de grève et de protestation syndicale. Protestation et indignation contre quoi ? Le meurtre du pétrolier. Mais contre l'abominable crime frappant des travailleurs parmi les plus déshérités, parmi ceux dont un syndicaliste se sent le plus naturellement et le plus immédiatement solidaire ? Alors, pas un mot. On entend même parler de « cartel syndical » pour la défense des travailleurs européens. Le nationalisme, le racisme ont créé ce cancer dans l'organisme syndical, prétendent un sans distinction de nationalité et de race. Nous avons vu se former et grossir cette tumeur. Il n'est pas un congrès syndical de ces dernières années où nous n'ayons senti sa présence. Ceux qui ont assisté à cette séance du dernier congrès confédéral F.O. où fut discutée la motion sur l'Algérie, n'ont pas perdu le souvenir de ces « délégués » qui n'avaient rien dit jusque-là et qui parlèrent alors un si étrange langage. Au congrès de la Fédération autonome des postiers, j'ai eu aussi cette impression de rupture, d'incompréhension et d'hostilité quand le drame algérien était timidement évoqué. Au récent Comité Confédéral National de Force Ouvrière, c'est encore la pénible intervention colonialiste de Pupille, représentant

l'Union départementale d'Oran. Chez les instituteurs, le mal s'était révélé aussi. Mais il s'est atténué au cours des années de dure expérience et, au dernier congrès, les délégués des sections algériennes se sont avec des nuances, ralliés à l'indépendance.

Il n'est maintenant plus possible que, sous le prétexte de garder et de défendre des adhérents, les syndicats, les fédérations, les confédérations fassent le silence sur certains faits et certaines attitudes. Il ne faut pas laisser mettre l'étiquette « syndicale » sur des entreprises de l'O.A.S. Certes, la défense des « garanties » pour les travailleurs européens en Algérie fait partie des tâches syndicales. Mais l'ouvrier arabe ou kabyle n'a pas moins de droit à la solidarité effective des organisations syndicales françaises. Il serait temps qu'elles le disent clairement et qu'il n'y ait plus aucun doute, en France comme en Algérie, sur leur réproubation de toutes les abominations racistes.

\*\*

Les condamnés Jouhaud et Salan ont leur vie entre les mains de César. Il n'y a pas si longtemps qu'il les couvrait de compliments, d'honneurs et de médailles ; peut-être les livrera-t-il maintenant au peloton d'exécution. Ce serait un règlement de comptes dans « un autre univers » que le nôtre. Jouhaud et Salan ont été les « féaux » de De Gaulle, ne l'oublions pas. Il peut dire : « Ils m'ont trahi ! ». Ils objectent que c'est lui qui les a trahis.

Jouhaud et Salan font partie d'un monde que nous exécrons. Ils aiment ce que nous haïssons, et réciproquement. Leurs séides auraient pu nous imposer — et ils nous imposent peut-être encore — une lutte impitoyable. Mais je ne puis personnellement (je dis bien : personnellement) crier à la mort et demander leur peau à celui qui les tient aujourd'hui en son pouvoir. Lui aussi nous est étranger et, quelle que soit la décision qu'il prendra, nous lui en laissons l'entière responsabilité.

J'ai une position de principe contre la peine de mort. J'entends : la mort, comme cela, avec l'appareil de la magistrature et l'apparence de la justice. Ce ne serait pas un principe si son application dépendait du cas particulier du criminel en question.

Cependant, quand je pense un peu trop à cette voiture piégée qui sème la mort parmi mes camarades dockers d'Alger, alors j'en arrive à me dire qu'après tout — et encore que ce ne soit pas une mort habituelle chez les généraux — douze balles dans la peau, ce ne serait pas une si vilaine façon de mourir pour les responsables de cette tuerie d'innocents. Et si, par malheur, j'en arrive ensuite à penser à Franco, à ses pompes et à ses œuvres, alors j'admets qu'il y a quand même des êtres qui découragent les sentiments humains.

## Le banquier « social » et l'action ouvrière

C'est un curieux régime que cette monarchie tempérée de technocratie ou — peut-être — que cette technocratie à décor monarchique. Après un plébiscite triomphal (il n'y a jamais eu de plébiscite qui ne soit triomphal), après le jeu de dupes des élections promises et caressées, après l'exaltation par le Prince lui-même de la stabilité gouvernementale, voici le départ du Premier Ministre. On donne de ce départ plusieurs explications, ce



qui revient à dire qu'on ne sait pas l'expliquer. Et puis, voici un banquier auvergnat qui occupe le devant de la scène. Il est entouré d'une drôle d'équipe ! On note certaines disparitions. Et les mutations habituelles. Ce jeune homme qui s'illustra, hier, dans la construction, se retrouve aujourd'hui à la tête de l'Université. L'universitaire qui occupait le poste n'est plus là, sans qu'on y comprenne quelque chose et en dépit des preuves de bon serviteur qu'il avait incontestablement fournies. Je ne sais plus si le nouveau ministre de l'Education Nationale, qui a connu des fortunes diverses dans la construction des grands ensembles immobiliers, est le septième ou le huitième ministre à ce poste éminent, depuis le début de l'ère de la stabilité.

Il est vrai que Pompidou fut universitaire, avant d'être banquier, et de devenir premier ministre. C'est un personnage souriant. Son sourire a eu assez peu d'effet sur un Parlement qui, si bête qu'il soit, ne peut plus se faire aucune illusion sur son importance. Mais il compte bien en avoir davantage sur la classe ouvrière et les syndicats. Car nous avons enfin un ministère « social ». M. Pompidou veut « une plus juste répartition du revenu national », formule qui revient dans tous les programmes syndicaux et qu'il nous est arrivé d'employer ici même. Il veut — avec la collaboration des syndicats — établir « une politique nationale des salaires ». Je ne sais exactement ce qu'il veut dire par là, sinon sans doute que les syndicats devraient s'embarquer avec lui dans le bateau-programme des augmentations de salaires concertées, calculées, dosées, et dont aucune tempête (c'est-à-dire aucune grève) ne viendrait troubler la lente et belle allure.

Il n'a pas l'air d'être très bien compris sur ce point. A moins qu'il soit trop bien compris. Robert Bothereau, lui-même, au Comité confédéral national de « Force Ouvrière » qui vient de se tenir à Toulouse, a vu dans cette politique « une méthode de limitation de la liberté de négocier » (nous pourrions dire : de la liberté de lutter).

\*\*\*

Ce Comité confédéral national F.O. a été intéressant et, somme toute, réconfortant. Il a montré que « l'intégration » des syndicats ouvriers n'irait pas toute seule, même du côté où on pouvait l'espérer — ou la craindre — plus facile. Bothereau a défendu un bon programme : libre discussion des salaires ; double indexation de ceux-ci sur le coût de la vie et sur la production nationale, le S.M.I.G. devant varier comme les salaires réels. Le secrétaire confédéral s'est prononcé pour la suppression des zones de salaires. Surtout, il a pris une juste position par rapport au problème, à mon avis fondamental : celui de la réduction de la durée du travail.

Il l'a envisagé sous ses trois aspects : celui de la durée hebdomadaire ; celui du temps de travail annuel ; celui de la durée de la vie active. Sur le premier point, il a défendu le retour aux quarante heures sans diminution de salaire. Sur le second : les quatre semaines de congé payé. Sur le troisième : l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.

C'est là, en effet, que la pression ouvrière doit particulièrement s'exercer. Dans cette voie, le mouvement syndical renouera avec une solide tradition qui avait été trop bafouée, ce qui avait abouti, on le sait, à la pratique généralisée des heures supplémentaires. Celle-ci était devenue la condition d'un salaire suffisant. Alors que, naguère, l'ouvrier que l'on appelait « conscient » fuyait les boîtes où l'on « faisait des heures », l'ouvrier d'aujourd'hui les recherchait souvent, parce qu'elles étaient les seules à lui assurer un bon salaire.

Il est grand temps que la conscience revienne et que la réduction du temps de travail soit à

nouveau la manifestation la plus claire de ce que j'appellerai l'intelligence ouvrière. Tans pis si les faiseurs de plan n'avaient pas fait entrer cet élément dans leurs calculs ! Ce sont eux qui se trompaient. Tant pis s'ils avaient bâti un plan « de prospérité » sur les longues journées harassantes ! Là où la productivité augmente, c'est-à-dire partout aujourd'hui, dans tous les secteurs — quoiqu'inégalement — il est juste que cela se traduise pour le travailleur par un meilleur salaire gagné en moins de temps. Les planificateurs nous diront que nous sommes trop pressés et que nous allons ainsi ralentir le « taux de croissance ». Mais il faut de l'harmonie dans cette croissance, et j'en connais qui n'attendent pas pour faire leur beurre de la productivité des autres. L'expérience a prouvé que la revendication ouvrière était un des facteurs du progrès technique et du progrès social.

\*\*\*

Il est d'ailleurs très significatif que cette revendication de la réduction du temps de travail apparaisse maintenant dans tous les cahiers de revendications. Les mouvements de grève actuels chez les cheminots, chez les postiers, chez les métallurgistes partent tous avec cet objectif. Il y a trop longtemps que, dans les entreprises privées comme dans les administrations, le progrès technique conduit paradoxalement au surmenage de la main-d'œuvre.

Au moment même où M. Pompidou installait son ministère « social », des cheminots s'arrêtaient de travailler. A croire qu'ils choisissaient leur moment. Les conditions de ces arrêts de travail n'ont pas été très claires. Certains y ont vu des mouvements spontanés, échappant au contrôle des syndicats. D'autres y ont dénoncé les manœuvres du parti communiste. Il ne faut jamais cesser un instant de considérer que ce parti est, en effet, le seul qui dispose d'autres armes que celles de l'opposition politique et parlementaire. Il dirige en fait la C.G.T. Il avait, s'il le voulait, les moyens de prouver à De Gaulle et à son Pompidou que, même si on lui escamotait les élections qu'il attendait, il pouvait encore sérieusement embêter le monde. Ces mouvements n'avaient peut-être pas tous la belle spontanéité qu'on leur prête. Mais ils pouvaient s'étendre au-delà de ce que désirait « le chef d'orchestre clandestin ». Aussi bien, la première grève limitée à vingt-quatre heures, organisée à la fin d'avril par la C.G.T. et la C.F.T.C. conjointement, fut un moyen comme un autre d'y mettre fin.

Mais cette auto-défense permanente des ouvriers et de leurs organisations contre la gymnastique spéciale du parti communiste ne doit pas conduire au refus de l'action nécessaire. Au contraire, c'est l'action bien organisée et menée avec des objectifs clairs pour ceux qui agissent, clairs pour le public qui est souvent appelé à en souffrir quelque peu, c'est cette action ouvrière ferme et lucide qui peut le mieux désarmer les « utilisateurs » du mécontentement ouvrier. Il semble d'ailleurs que les syndicats non colonisés le comprennent de mieux en mieux.

En tout cas, dès son intronisation, M. Pompidou doit faire face à une classe ouvrière qui n'a pas l'air de vouloir s'en laisser conter. Il faudra autre chose que son pouvoir personnel de séduction pour « désamorcer » — c'est le mot qu'emploie « Le Figaro » — les luttes ouvrières qui se développent. En ce milieu de mai, elles recommencent et s'amplifient. Chez les cheminots, un ministre qui conteste maladroitement le droit de grève, ressoude l'unité d'action.

## Un tableau économique du salariat français

Tous les employeurs français sont tenus de déclarer, en détail, les salaires payés sur ce qu'on ap-

pelle « les états 1024 ». L'Institut National de Statistique effectue le dépouillement de ces états et le résultat est — comme l'écrit « Le Monde » dans sa page économique et financière — « le meilleur document que l'on possède sur les rémunérations salariales en France ».

Les statisticiens viennent de publier, presque en même temps que les résultats définitifs pour 1960, une évaluation provisoire pour 1961. Cette enquête porte sur dix millions de travailleurs, y compris le secteur public et semi-public, mais non compris les fonctionnaires de l'Etat. Sur 735.000 entreprises, 12.000 seulement emploient plus de 100 salariés. Mais plus de la moitié des salariés français travaillent dans ces firmes qui ne représentent que 1,6 % du nombre total des entreprises. Près du tiers sont même groupés dans les 1.900 maisons de plus de 500 salariés.

Quant aux salaires et à leur évolution, l'enquête nous apporte des données très précises. On verra qu'elles ne font que confirmer tout ce que nous disons ici sur les salaires et qu'elles détruisent l'optimisme de façade des chantres de la prospérité pour tous.

D'abord une conclusion globale que nous reproduisons du « Monde économique et financier » du 15 avril :

*« A la fin de 1960, les salariés du commerce et de l'industrie disposaient, en moyenne, d'un pouvoir d'achat égal et même un peu supérieur à celui de 1957. Ce gain symbolique — moins de 3 % en trois ans — était évidemment sans rapport avec la progression du produit national dans le même temps (11 %) et plus éloigné encore de l'accroissement de la production industrielle, assuré par ces mêmes salariés pendant cette période (+ 18,5 %). »*

Eh bien ! M. Pompidou a de la besogne, s'il veut réaliser « une juste répartition du revenu national » ! Bonne réponse aussi à ceux qui disent que les ouvriers sont « trop pressés », alors qu'ils luttent pour rattraper un retard que ces chiffres révèlent brutalement.

Mais, comme nous l'avons souvent dit, il ne faut pas se contenter de l'observation d'une moyenne pour comprendre la réalité économique. Si nous pénétrons à l'intérieur de ce vaste ensemble de 10 millions de salariés, les disparités apparaissent considérables, non seulement avec les catégories, mais entre les industries. Nous constatons que, pendant ces trois années, si le pouvoir d'achat du cadre moyen a progressé de 10 %, celui de l'ouvrier moyen n'a progressé que de 1 % ! Ce qui aggrave la conclusion précédente. Il est vrai que le nombre des salariés classés parmi les cadres a augmenté sensiblement pendant cette période. Il résulte en tout cas des données incontestables des « états 1024 », qu'en 1960, le salaire mensuel net moyen des ouvriers était de 547 NF, et seulement de 336 NF pour les ouvrières. Je ne puis mieux faire que de citer le rédacteur économique du « Monde », M. Gilbert Mathieu (il aura plus d'autorité que moi) : « Notre société, loin de tendre à l'égalisation dans le confort, comme l'affirme tant de déclarations officielles, voit s'accroître les disparités de situations sociales au détriment des plus défavorisés ». Terrible conclusion.

En actualisant les résultats de l'enquête, le même rédacteur aboutit à ce résultat : au début de 1962, le salaire mensuel net moyen est « probablement » de l'ordre de 700 NF pour les employés hommes, de 550 NF pour les employées, de 600 NF pour les ouvriers, et il n'atteint pas encore 400 pour les ouvrières. Et, je le répète, il ne s'agit là que d'une moyenne. Ce qui veut dire qu'il y en a encore beaucoup qui n'ont pas ce salaire. Si l'on considère le sous-ensemble formé par les ouvriers et les ouvrières, deux éléments sur trois ne dépassent pas 400 NF ! Cinq ouvriers sur six gagnent moins de 820 NF par mois.

Voilà une étude qui n'a pas été faite à l'intention des syndicats mais dont ils tireront certainement le plus grand profit.

## Au congrès C.F.T.C. de l'enseignement public

Le congrès de ce syndicat (S.G.E.N.) s'est tenu il y a un mois. Mais il n'est pas mauvais, je crois, d'y revenir. Ce syndicat, qui réunit tous les ordres d'enseignement, est évidemment très minoritaire par rapport à la Fédération autonome de l'Education Nationale. Il doit avoir 20.000 membres, alors que la F.E.N. en compte 230.000.

Disons déjà — et c'est très important — que, par 14.000 mandats contre 3.000 et 1.000 abstentions, le congrès s'est prononcé pour la « déconfessionnalisation » de la C.F.T.C. et l'abandon de la quatrième lettre du sigle de la confédération chrétienne.

Mais, sur la réforme de l'enseignement, sur le cycle d'observation et d'orientation, sur la nécessité d'un « tronc commun », c'est-à-dire sur la fusion réelle des élèves et des maîtres dans un premier cycle d'enseignement du deuxième degré, et même sur le problème tabou de l'étude du latin, sur tous ces points donc, le congrès du syndicat C.F.T.C. de l'enseignement public a pris souvent des positions plus nettes et plus justes que la F.E.N., gênée et empêtrée dans les oppositions de catégories dont certaines défendent encore, en position d'arrière-garde, des privilèges qu'elles déguisent quelquefois derrière de beaux principes.

Ajoutons encore, pour montrer comment les préoccupations de ce syndicat rejoignent celles de tout le mouvement ouvrier, que le congrès a condamné « le principe des heures supplémentaires qui, au lieu de demeurer exceptionnelles, sont devenues la règle ».

\*\*\*

Je ne dois pas manquer de dire toutefois que la C.F.T.C. a aussi un syndicat des maîtres de l'enseignement « libre » et que celui-ci chante une tout autre chanson.

## Une conférence-débat à Saint-Etienne sur le IV<sup>e</sup> Plan

Le 18 mai (le jour même où ce numéro de la R.P. partira vers ses abonnés), la Bourse du Travail de Saint-Etienne recevra les participants à une conférence-débat sur le thème : « Le IV<sup>e</sup> Plan améliorera-t-il la vie des Français ? »

Les quatre grandes centrales françaises seront représentées dans ce débat. Il sera animé par Cottave, membre de la Commission exécutive de la C.G.T.-F.O. ; Darricau, de la C.F.T.C. ; Le Brun, secrétaire confédéral de la C.G.T. ; Martial, de la F.E.N., membre du Conseil économique.

La conférence est organisée par « La table ronde syndicaliste de la Loire ». Nos camarades nous donneront certainement un compte rendu commenté de ce débat. Sous leur influence, il ne peut manquer d'être orienté vers cette question : Comment le IV<sup>e</sup> Plan pourrait-il améliorer la condition ouvrière ?

R. GUILLORE.

« Toute prééminence sociale accordée ou, pour mieux dire, usurpée sous prétexte de supériorité de talent et de service est iniquité et brigandage. »

PROUDHON.

## UN CONGRÈS POUR RIEN

Que peut faire un syndicat enseignant « représentatif » :

— lorsqu'il voit se multiplier dans les écoles les auxiliaires, et se développer l'enseignement au rabais;

— lorsqu'il constate que l'insuffisance des salaires de début réduit à la misère certaines catégories, entraîne une grave crise de recrutement et contraint les jeunes professeurs à accumuler heures supplémentaires et expédients divers pour « boucler leur mois »;

— lorsqu'il déplore une détérioration constante des conditions de travail, et l'autoritarisme grandissant du ministère;

— lorsqu'il représente, enfin, un ordre d'enseignement en pleine évolution qui devrait, pour remplir des tâches nouvelles dans la société moderne, réviser partiellement ses programmes, accroître ses effectifs et revoir ses normes de recrutement scolaire ?

« Rien, sinon se cramponner au passé », dussent l'enseignement et les enseignants secondaires continuer à pâtir de ce refus de prendre les responsabilités et les initiatives urgentes.

C'est ce qu'a répondu — fort éloquemment — le Congrès du S.N.E.S. au terme de trois jours et demi de débats.

Quant à la grève « respect de nos vacances », votée pour la rentrée prochaine, et sur laquelle devrait s'organiser un référendum, il n'est pas un militant qui puisse la considérer autrement que comme un défi aux syndiqués.

### EN PEDAGOGIE : COMME PREVU...

*« Une motion, présentée par Senecat, dénonçant la politique du ministère et reprenant l'essentiel des positions pédagogiques des congrès précédents : l'hostilité au tronc commun et la nécessité d'un enseignement continu de la 6<sup>e</sup> aux classes terminales, a été votée par 23.344 voix contre 3.696 et 4.626 abstentions. Une autre motion précisant que, pour l'avenir, le projet Langevin-Wallon restait la seule base sérieuse de discussion a été votée par 21.366 voix contre 3.966 et 6.135 abstentions. »*

C'est en ces termes que « l'Université Syndicaliste » fait un rapide bilan du travail pédagogique du S.N.E.S. Ce rapport, malgré sa brièveté, exprime fort exactement le choix du Congrès : resserrement de l'Enseignement Secondaire pour le présent, démocratisation et réforme Langevin-Wallon... pour l'avenir.

Ces votes intervinrent après un débat assez long, où de nombreux camarades avaient mis en évidence les éléments du problème, tels que nous les avons exposés dans le dernier numéro de « la R.P. » :

— Insuffisance criante de professeurs qualifiés dans l'enseignement secondaire;

— Délais indispensables pour la formation de ce personnel;

— Nécessité de choisir, pour les 4 ou 5 prochaines années, entre le maintien de la structure verticale actuelle de l'enseignement secondaire accompagné du rétrécissement de son recrutement — ou le report de l'orientation en quatrième;

— Caractère antidémocratique, enfin, de l'orientation à l'âge de onze ans.

C'est donc en toute connaissance de cause, pleinement conscients et de l'objet et de l'importance de leurs votes, que les uns et les autres prirent leurs responsabilités.

Ces votes méritent d'être connus de tous les militants ouvriers pour qui une orientation se juge non sur de « bonnes intentions », mais sur les actes politiques.

La grande majorité du Congrès choisit « la défense de nos sixièmes » et accepta, lucidement, en votant le texte « Senecat » le renforcement du caractère de classe de l'Enseignement secon-

daire. Seuls quelques militants autonomes et C.G.T., un camarade E.E. (Cordier) se prononcèrent pour la réalisation immédiate du tronc commun et le texte pédagogique que présentait notre tendance.

C'est sans surprise que nous avons vu, en cette période politique, se renforcer le courant qui a toujours défendu au S.N.E.S. « la qualité de l'Enseignement secondaire »... et son recrutement de classe à onze ans.

C'est sans surprise que nous avons vu se perdre discrètement dans ce courant, des militants qui jadis, tels Cheramy et Letonturier, défendirent avec moi le principe de la communauté d'études pour la grande majorité des enfants de onze à douze ans. Le premier a renoncé à la néfaste habitude de défendre des positions impopulaires; le second, champion de la « co-gestion » réalisa « l'unité la plus large » en s'abstenant.

Quant aux militants « révolutionnaires » de « l'Ecole Emancipée », au Congrès national comme à celui de Paris, ils se précipitèrent pour sauver... l'avenir; d'une bien curieuse façon. C'est, en effet, aux efforts conjoints de Venet et d'un chrétien progressiste que la motion Senecat, hostile au tronc commun, dut de s'adornier d'un amendement favorable à la démocratisation — ultérieure ! — de l'enseignement secondaire, et à la réalisation — future ! — de la réforme Langevin-Wallon. Etrange mariage auquel consentit volontiers Senecat dont l'hostilité à la démocratisation de l'enseignement n'est nullement de principe, mais... d'application. Nous devons, d'ailleurs, à l'exactitude des faits de dire qu'à la dernière minute les militants de « l'E.E. » esquiveront la moitié de la cérémonie qu'ils avaient organisée, et s'abstinrent sur le texte Senecat qu'ils venaient d'amender. Leur objectif en cette opération « subtilement révolutionnaire » n'était-il donc que de choisir leurs alliés — les tenants de la Franco-Ancienne — et de les assurer qu'ils pouvaient compter, en cette lutte pédagogique, sur leur appui tacite... pourvu que les apparences fussent sauvées ?

### VIVE LA HIERARCHIE

Des débats corporatifs de ce congrès, il est peu de choses à dire, sinon :

— qu'ils consacreront la faillite de l'actuelle direction du S.N.E.S. et son attachement inconditionnel à la hiérarchie des salaires, qu'il s'agisse de l'Enseignement ou de la Fonction publique.

— Que les cégétistes, absorbés par leurs querelles internes, en furent totalement absents.

— Que les motions corporatives absentes votées dans ce congrès risquent fort de paralyser la F.E.N.

Au terme d'un débat que Reicher, secrétaire corporatif du S.N.E.S., s'ingénia à étirer en discussions de catégories, le problème de la fonction publique ne put être sérieusement étudié. A la plate-forme dite « de Strasbourg » que chacun reconnaît irréalisable, puisqu'elle demande simultanément le maintien des enseignants dans la fonction publique et notre surclassement indiciaire par rapport aux catégories homologues de fonctionnaires.

C'est donc encore nanti de cette plate-forme « de Strasbourg », inacceptable pour les autres syndicats enseignants, que le S.N.E.S. se présentera au prochain Congrès F.E.N. : cela risque fort de paralyser la F.E.N., l'obligeant à nouveau à choisir entre l'éclatement ou l'absence de programme corporatif

### A LA VEILLE DES ELECTIONS

Ce congrès débouche sur la réélection de la commission administrative nationale du S.N.E.S. Cinq tendances, dont « l'E.E. », se partageront

les suffrages des syndiqués. Deux ans après avoir dénoncé les motifs basement personnels qui m'amenèrent à rompre, en compagnie de trois autres élus de la C.A. nationale, avec la majorité du S.N.E.S., les militants « E.E. » se sont découvert des raisons hautement politiques de suivre notre exemple.

Pas complètement toutefois : on peut être « révolutionnaire » sans dédaigner quelque tactique. Les militants qui se réclament — ou se réclamaient ? — de « l'E.E. » sembleraient devoir se partager les tâches ! Aux uns les positions, aux autres... les postes. Mais il serait étonnant de trouver dans la deuxième équipe les camarades des catégories jeunes (I.P.E.S. notamment) qui se présenterent sur la liste « E.E. » aux dernières élections du S.E.R.P. Intransigeants à l'égard des « réformistes » du S.N.I. et du S.E.R.P., ces jeunes militants seraient-ils plus compréhensifs pour ceux du S.N.E.S. ? Verrons-nous s'organiser une judicieuse répartition du travail ? Cependant que Bosquet, Broué et leurs co-listiers dénonceront l'orientation corporative

hiérarchiste du S.N.E.S., leurs jeunes camarades soutiendront ces mêmes autonomes hiérarchistes, les feront élire — se feront élire à leurs côtés ? — et assureront ainsi, dans la mesure de leurs faibles forces, la pérennité de la plate-forme super-hiérarchiste de Strasbourg.

Cette motion de Strasbourg paralysant la F.E.N., les militants « E.E. » de toutes catégories et de toutes tendances n'auront plus ensuite qu'à se retrouver pour déplorer en chœur (et vigoureusement !) les faiblesses coupables de la F.E.N. à l'égard du régime.

Nous avons eu le regret de voir confirmée, lors du Congrès National du S.N.E.S., notre analyse de la stratégie pédagogique de « l'Ecole Emancipée ». Les très prochaines élections du S.N.E.S., puis le Congrès du S.E.R.P., nous permettront d'apprécier sa tactique électorale.

Nous souhaitons de ne pas devoir constater qu'un vigoureux verbalisme révolutionnaire s'accorde fort bien d'un réalisme tout parlementaire.

P. RUFF.

## La morale socialiste et la libre entreprise

Dans l'article du camarade Fontaine publié dans le numéro de mars, il y a des considérations sur la libre entreprise qui me paraissent heurter la morale socialiste et la morale libertaire.

A ses dires, la libre entreprise n'a rien de capitaliste, « c'est pour un libertaire une liberté individuelle essentielle et sacrée. Tant que l'individu travaille seul, avec ses propres moyens, tant qu'il consomme ce qu'il produit, deviendrait-il l'homme le plus riche du monde, il est juste qu'il ait le droit de disposer des fruits de son travail. »

Dans la lettre à la rédaction du « Monde Libertaire » publiée dans la « R.P. » d'avril, on trouve d'ailleurs une phrase qui semble exprimer une idée identique : « Oui, l'entreprise n'est pas capitaliste parce qu'elle est libre, mais s'il y a un « patron »... »

On en revient encore à la controverse sur la fameuse lettre du romancier socialiste H.G. Wells publiée dans le « Mercure de France » du 1<sup>er</sup> mars 1908 :

*« Il est absolument exact que je vis dans une maison qui m'appartient, avec des domestiques (quatre pour être exact) et un jardinier avec qui je suis dans les meilleurs termes. J'ai un tennis, un garden study, des rochers dans mon jardin et autres objets de luxe... Je vis aussi confortablement et aussi agréablement que possible... Je voudrais que chacun jouisse d'autant d'aisance, de loisir et de liberté que moi, et voilà pourquoi je suis socialiste. Je crois cela très faisable avec un système économique et social sensiblement réorganisé, et je fais de mon mieux pour en faciliter l'avènement. »*

*« Mais je ne vois aucune raison pour cela de nous priver, moi et ma femme, d'une vie confortable suffisante, de m'interdire toute société si ce n'est celle des classes pauvres et de compromettre la vie et l'éducation de mes enfants en allant habiter dans quelque bouge infâme, avec une livre par semaine. Pourquoi donnerais-je un mauvais exemple ? »*

*« Je crois que les socialistes militants feront bien de renoncer à cette idée absurde, déraisonnable, qu'il faut pour devenir socialiste, abandonner sécurité, loisir et confort. Quand la réalisation socialiste aura assuré à toutes les jeunes femmes une vie plus saine et plus intéressante que celle de femme de ménage..., quand elle aura assuré à ma femme et à moi l'électricité municipale à un prix abordable, et qu'elle aura de telle sorte simplifié les commodités et les arrangements domestiques, qu'on pourra se dispenser d'aides salariés, alors je serai prêt à modifier mon genre de vie, mais pas avant... Devenir socialiste ce n'est pas devenir derviche, etc., etc. »*

### Echange et division du travail

Pour l'auteur de « l'Homme invisible » et de

« Cette misère des souliers », comme pour le camarade Fontaine, il n'y a de capitaliste et, partant, de condamnable que les « patrons ». C'est-à-dire les individus qui tirent un profit en vendant le produit du travail de leurs salariés. Il est évident cependant que l'homme travaillant seul ne peut acquérir avec « les fruits de son travail » une maison, quatre domestiques, un tennis, un parc, un jardinier, etc. et devenir même « l'homme le plus riche du monde » sans exproprier autrui plus que ne le font certains patrons.

Le fait qu'un fabricant, qu'un travailleur, qu'un romancier à gros droits d'auteur, qu'un artiste au cachet de dix millions par film (ou cinq millions par semaine, comme Marlène Dietrich), le fait qu'un individu n'exploite pas personnellement des salariés ne constitue pas une catégorie spéciale, car la part énorme qu'il appréhende pour lui sur le revenu national est encore une forme d'exploitation, puisqu'elle ne peut être prélevée qu'en diminuant la part d'autrui, en expropriant partiellement autrui.

Pour un socialiste (libertaire ou autre), il semble impossible qu'il puisse, sous prétexte de s'assurer sécurité, loisir et confort, disposer de grandes richesses « en attendant que le socialisme soit réalisé », sa profession de foi socialiste ou libertaire serait sans aucune signification.

Si le partisan d'une morale nouvelle continue à essayer d'obtenir ou à conserver les avantages de la morale courante, il perd une partie de son mordant et de son crédit. On ne détruit bien que ce qu'on hait bien et ce n'est pas hair un système immoral que de s'en accommoder et en jouir personnellement en attendant le socialisme.

En société, les individus pratiquent l'échange et la division du travail. Echange de quoi ? Echange de temps de travail, échange d'heures de travail, chacun donnant des heures de travail à la société pour obtenir d'elle les choses qu'il ne peut faire lui-même. Et ce temps, ces heures ne peuvent être de densités différentes. Une heure de mathématicien ou de faconnier ou d'artiste est composée de 60 minutes et constitue le même sacrifice fait à la société qu'une heure de compagnon cimentier, de métallurgiste ou de manoeuvre.

La libre entreprise est incompatible avec la conception socialiste parce qu'elle laisse à l'individu la latitude de décider lui-même qu'une heure de son temps vaut plusieurs heures du temps d'autrui, en fait de décider de prendre une part du revenu national supérieure à celle qui découlerait d'un partage fraternel.

Or, comme disait Monatte, il n'y a pas de socialisme sans l'égalité. On peut ajouter qu'il n'y a pas de liberté, ni de fraternité sans égalité.

Raymond BARANTON.

# PEUT-ON DOMINER L'HISTOIRE ?

Nous recevons de nos amis les plus chers des observations et des reproches qui nous touchent. Si certains voient en nos propos la volonté de simplifier la vérité historique, afin de justifier nos partis-pris et notre action militante, d'autres s'irritent de nos « rabâchages » sur le passé qui encombrant une revue dont ils attendent des suggestions ou des consignes. Nous serions pour les uns obnubilés par les impératifs de la propagande ; pour les autres, égarés par des réminiscences qui gêneraient leur propagande et leur action.

Il se trouve que le sujet de dissertation proposé au Concours général (classe de philosophie), « la réflexion met-elle l'homme au-dessus de l'histoire ? », semble s'accrocher aux questions que tout militant devrait se poser. Nous avons tenté de le traiter — comme tout homme ordinaire pourrait le tenter — sans référence aux leçons scolaires menées sous cette discipline. Cela reste sans prétention et appelle les critiques et les objections. Mais nous pouvons ainsi nous expliquer sur le fond, sans aucun esprit polémique.

## Définitions préalables

Par la réflexion, l'homme peut-il dominer l'histoire ? La réflexion, c'est exactement la concentration de l'esprit sur lui-même, c'est la condition même de l'observation interne, de l'introspection, c'est encore le moyen d'éclairer nos idées, de les comparer, de les associer et les unir dans des jugements et raisonnements (1).

Mais qu'est-ce que l'Histoire ? Le passé de l'Humanité. Nous le connaissons par les traces des passages humains, des actions humaines, par les souvenirs transmis oralement et d'où naissent les légendes, par les témoignages écrits dont l'appréciation dépend de la position et de la valeur du témoin, surtout par les documents et monuments qui demeurent à travers les bouleversements des sociétés et des civilisations.

L'historien choisit toujours entre les événements ceux qui lui paraissent décisifs, c'est-à-dire dont l'influence lui paraît déterminante à un moment donné. Ou il se spécialise dans l'étude approfondie d'un aspect de l'évolution humaine.

Le philosophe de l'Histoire tente d'établir la causalité des phénomènes dont chacun — selon ceux qui refusent toute valeur scientifique à l'Histoire — à la différence de tout ce qui constitue la matière des autres sciences, ne se produirait qu'une seule fois et ne se répéterait jamais.

Cette recherche des lois historiques provoque des débats toujours entretenus, toujours renouvelés, qui sont peut-être d'autant plus fructueux qu'ils ne peuvent aboutir à des conclusions définitives.

## Le Dieu d'un libéral révolutionnaire

Salvator de Madariaga dans son livre « De l'angoisse à la liberté » veut étudier la vie humaine « avec un critère qui permet de se former sur elle un système d'opinions. Nous ne nous sentons pas

(1) Nous recopions une définition publiée dans le Grand Larousse, au paragraphe « philosophie ». Nous n'en rougissons pas. Le dictionnaire est plus qu'un utile auxiliaire, c'est un instrument de culture intellectuelle. Non seulement parce que la précision du vocabulaire s'oppose aux abus du verbalisme. Aussi, parce que les mots ont une histoire qui nous renseigne sur l'évolution des mœurs, des institutions et des idées.

tenus par un code énoncé une fois pour toutes dans un Sinai passé ; mais nous le sommes par un champ de forces morales qui nous attire vers l'avenir. » Dieu, pour lui, n'est pas « un législateur jaloux de ses droits, qui a parlé une fois pour toutes à l'origine des temps ; mais un mystère infini dont nous dévoilons graduellement la profondeur et dont nous essayons de dévoiler le sens ultime ».

Cette sorte de révélation progressive impose l'idée de Dieu comme moteur suprême de la vie humaine. « On ne peut affirmer que Dieu a une morale humaine. Mais cette morale existe et se manifeste en nous sous forme de lumière diffuse et naturelle. »

Ainsi s'imposerait le choix du philosophe. Est créateur tout ce qui s'oriente vers Dieu « ce mystère infini » éclairé par la morale humaine. Tout ce qui s'en éloigne est stérile.

Le raisonnement de ce libéral révolutionnaire le conduit à condamner la révolution industrielle et le nationalisme qui, prévalant au XVIII<sup>e</sup> siècle, ont préparé le XIX<sup>e</sup> siècle — car l'une et l'autre ont abouti à supprimer les communautés naturelles qui s'interpénétraient entre l'Etat et l'individu, à durcir celui-ci, à mécaniser celui-ci.

## Marxisme et matérialisme historique

C'est par une tendance diamétralement opposée que s'orientent les philosophes inclinant vers le matérialisme historique ou y adhérant totalement. Ce sont les facteurs économiques qui constituent la structure fondamentale des sociétés humaines ; les systèmes politiques, les idéologies, les morales et même les arts n'étant que des « superstructures » (2). Les classes sociales se forment sur la base de leur rôle dans la production, et leur lutte constitue l'essentiel de l'Histoire. C'est en vertu de cette loi fondamentale que l'économie d'abord familiale, puis domaniale, puis marchande aboutit à l'économie capitaliste. Mais la bourgeoisie dominante engendre son contraire : le prolétariat et du conflit final sortira une société sans classes, l'harmonie socialiste.

Sur un autre plan, mais selon la même logique, on juge que le progrès technique engendre fatalement le progrès social et conditionne le progrès moral. Et ces deux interprétations s'apparentent au scientisme du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècles : foi irréductible dans le progrès déterminé par les conquêtes de la science. L'Histoire — selon Michelet — « c'est la guerre de l'Homme contre la nature, de l'esprit contre la matière, de la liberté contre la fatalité ». Marx et Engels déclaraient à la même époque que par la révolution socialiste, l'humanité sortirait du règne de la Nécessité et entrerait dans celui de la Liberté.

Il n'est pas niable que, la conclusion exclue, tous ces penseurs croient en l'accomplissement certain de lois historiques. Si réjouissant ou consolateur que cela soit, c'est bien là du Fatalisme. Mais de l'autre côté, la foi en la révélation progressive de Dieu n'impose-t-elle pas à l'Histoire une orientation obligatoire et une direction souveraine ?

Reconnaissons que les deux philosophies ne se

(2) Les marxistes opposent l'infrastructure à la superstructure. Alain dit plus simplement l'inférieur et le supérieur, non pour marquer une différence de valeur, mais une différence de position. Dans une construction les fondations n'ont-elles pas plus d'importance que le frontispice ?

présentent pas ordinairement en cette rigide simplicité. Le matérialisme historique comme le mysticisme progressiste admettent souvent une large possibilité d'action volontaire, collective ou individuelle. Mais ces systèmes plus ou moins rigoureux permettent-ils à l'Homme de se mettre au-dessus de l'Histoire par la réflexion ?

### Domination implique connaissance

Entendons-nous d'abord sur la signification réelle de la formule posée.

Admettre que la réflexion peut mettre l'homme au-dessus de l'Histoire ou « dominer l'Histoire » ce n'est pas accorder à l'esprit humain le pouvoir de se libérer de l'Histoire. Car si l'on ne peut concevoir des maîtres sans serviteurs de propositions principales sans subordonnées la domination ne peut s'exercer que sur un domaine qui lui soit propre. On ne domine que ce que l'on connaît, que ce que l'on peut utiliser et transformer. Le feuillage de l'arbre est au-dessus de la terre, parce que ses racines s'accrochent à celle-ci.

La réflexion, pour être valable, ne s'isole pas de l'Histoire. D'autant moins, que l'esprit humain se présente comme une réalité historique, la plus claire peut-être. Au début du siècle, une controverse sur le déterminisme historique opposait, au groupe des étudiants socialistes : Paul Lafargue — marxiste orthodoxe — à Jaurès dont l'humanisme s'alliait au marxisme sans s'y perdre.

Admettons, disait celui-ci, que nos idées ne soient que la projection dans l'esprit des réalités sociales. Mais il reste... « l'esprit » qui, lui, demeure, diffèrent par sa nature de ce qu'il reçoit, assimile et produit.

Il ne nous appartient pas de discuter cette thèse. On peut, sans la rejeter, noter que l'esprit s'adapte à ce qui le nourrit, comme l'appareil digestif à l'alimentation qui lui est offerte. Ses manifestations sont déterminées par un long processus historique — et trop souvent les préjugés naissent de la discordance entre l'évolution des choses et les lentes démarches de l'intelligence humaine.

### Une condamnation de l'Histoire

Réfléchir sainement et efficacement, c'est peut-être opposer des représentations présentes aux survivances du passé.

Mais alors la réflexion s'opposerait à l'Histoire. Sans doute, si l'on s'en tient à l'Histoire, telle que Paul Valéry la définit : « le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaborée. » « Il fait rêver, il enivre les peuples. leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient leurs vieilles plaies, les conduit au délire des grandeurs ou à celui de la persécution... »

Cette diatribe a bénéficié d'un succès que justifie une prose étincelante. Ce n'est malheureusement que littérature aussi vaine qu'harmonieuse. Si les historiens s'en offensent, qu'ils imaginent, pour s'apaiser, une condamnation de la médecine moderne fondée sur le verbe grotesque et insipide de Sganarelle du « Médecin malgré lui ». Suffit-il de porter la robe de médecin pour engager toute la médecine, de tous les temps et de tous les lieux ?

« L'Histoire n'enseigne rigoureusement rien, car elle contient tout et donne des exemples de tout. » Mais l'Histoire n'a pas à enseigner autre chose que... des réalités historiques. Et ce n'est pas cela qui scandalise et irrite l'académicien. Sinon, s'il s'agissait de relations de faits et d'événements il n'introduirait pas dans sa définition le terme « chimie de l'intellect ». Il ne se référerait pas à « l'Histoire, telle qu'on la concevait jadis ». Ce n'est pas l'Histoire qu'il faut condamner, mais l'Esprit humain qui n'en garde que de faux souvenirs, et les ambitions politiques qui arrachent d'un passé défiguré

tout ce qui conduit au délire de la grandeur... ou des persécutions (3).

### Purger l'esprit par la critique historique...

S'il est vrai que la réflexion conditionne l'observation interne, c'est qu'elle procède à une révision constante des notions acquises — qu'elle extirpe de l'esprit tout ce qu'il faut éliminer pour concevoir des idées, s'élever aux jugements et aux raisonnements.

Or tout le « reliquat » nocif d'une fausse histoire ne peut être détruit que par des remèdes spécifiques. On fera lire et écrire l'enfant qui ignore l'orthographe. On utilisera la machine à calculer pour rectifier les opérations défectueuses. On demandera au solfège de corriger les erreurs de l'audition musicale. Seule, la « critique historique » peut favoriser la réflexion efficace, tendant à épurer le cerveau des sophismes et des fantômes qu'engendrent les légendes, les simplifications tendancieuses, les aberrations nationales ou idéologiques.

D'abord : contrôler les connaissances acquises, soumettre les manuels et les « histoires » romancées à un examen contradictoire.

Ensuite, situer les événements dans le temps et dans le lieu, établir les concordances chronologiques et les discordances géographiques.

Enfin — et c'est l'essentiel — établir « la hiérarchie » des changements » pour reprendre une heureuse expression de A. Varagnac (4). Les événements sensationnels, la plupart du temps, appartiennent à ce qu'on est convenu d'appeler « la petite histoire », s'ils mettent en cause des personnalités provisoirement représentatives — ou bien révèlent des accidents quelquefois lourds de conséquences immédiates mais qui n'ont d'effets durables que s'ils achèvent une lente évolution.

Un grand homme au destin hors série, dont la présence symbolise un moment de l'Histoire s'explique dans la majorité des cas, par cette formule de l'accident à un carrefour d'évolutions convergentes. Ainsi Luther, Napoléon, Hitler (5). Pour répondre

(3) Toutes les légendes, même les plus merveilleuses ou les plus absurdes, ont une double signification historique. D'abord elles combinent, grossissent, embellissent des éléments authentiques. Ensuite elles nous renseignent sur les sentiments et les intérêts qui ont provoqué ou facilité leur diffusion. longtemps après les événements qu'elles prétendent rapporter. Le petit engagement de Roncevaux, au VIII<sup>e</sup> siècle, entre l'arrière-garde de Charlemagne, et des montagnards basques chrétiens ne devient l'épopée de la « Chanson de Roland » que plus de deux cents ans après, lorsque l'on préparait une expédition féodale contre les Sarrasins d'Espagne.

La légende n'est donc pas toujours pernicieuse. Elle l'est lorsqu'elle est exploitée par des démagogues dangereux. Notre vieux Clemendot le savait bien, lorsqu'il rognait les ailes de Jeanne d'Arc, comme son camarade d'alors Gustave Hervé dégonflait le mythe napoléonien en plantant le drapeau de Wagram dans le fumier, tandis que le collaborateur occasionnel de celui-ci, Albert Mathiez, se préparait à déboulonner « Danton », archevêque du nationalisme bourgeois.

Ce sont là des précédents, dont nous nous réclamons pour justifier notre action prophylactique contre la légende « soviétique » autrement malfaisante que celles-là.

(4) De la Préhistoire au Monde moderne (1954).

(5) Il n'est pas de plus déplorable déviation que cette dénonciation du « culte de la personnalité », aboutissant à reporter sur le culte et la personnalité la responsabilité exclusive des maux, des actes de démence et des crimes. Certes, la personnalité est une réalité dont on doit tenir compte. Mais ce n'est pas la personnalité qui détermine un moment de l'Histoire. Une personnalité trompe à un moment de l'Histoire parce qu'elle s'y adapte parfaitement. Ce n'est pas Hitler qui a signé le traité de Versailles, conduit à la faillite la démocratie et le socialisme

à la fameuse objection de faits qui ne se reproduisent jamais, disons que l'exception c'est le point de convergence accidentelle. Un homme passera chaque jour dans la même rue, longeant les mêmes maisons. Un matin de grand vent, une tuile arrachée d'un toit lui fendra le crâne. Lorsqu'on aura enlevé le cadavre, la rue et les maisons n'auront subi aucun changement et les mouvements de l'air obéiront aux mêmes lois naturelles. L'historien constatera l'accident. On se posera la question de la nécessité du déplacement humain, de la possibilité d'éviter cette tragique conjoncture. C'est ainsi que la réflexion domine l'Histoire.

## Prévisions marxistes et espoirs révolutionnaires

Mais le problème n'est pas aussi facilement résolu. Car il s'agit toujours d'une intervention de l'Esprit raisonnant sur le fait acquis. Ce que l'on désire, c'est raisonner pour prévoir les faits et proposer une action efficace. Il s'agit d'échapper au fatalisme des choses, de ne se soumettre ni à l'optimisme passif des croyants « scientifiques » et progressistes ni à l'orgueilleuse négation des moralistes idéalistes.

La réflexion en effet confronte nos prévisions et nos espoirs d'hier et les réalités d'aujourd'hui. Si l'opposition était totale et absolue, on pourrait en tirer soit un renforcement des motifs d'action et une volonté intransigeante de lutte à mort — soit un renoncement désespérant. Mais l'Histoire ne facilite guère les démarches de la logique. Nos prévisions se vérifient dans la mesure où nos espoirs sont bafoués.

On avait prévu que la guerre provoquerait une révolution prolétarienne qui rétablirait la paix, que la prise du pouvoir par le prolétariat ou au nom du prolétariat suffirait pour instituer le socialisme, impliquerait le renforcement des forces de paix et l'extension mondiale de la révolution socialiste.

On avait prévu qu'une victoire militaire porterait les prodromes d'une nouvelle guerre plus atroce que la première, mais aboutissant à l'écroulement des nationalismes et des impérialismes.

On avait prévu que l'industrialisation s'imposerait à tous les peuples et que là où l'Etat s'affirmerait socialiste, le socialisme — impliquant la gestion ouvrière des entreprises — suivrait immédiatement — ou même accompagnerait — le processus d'industrialisation.

On avait prévu que le développement capitaliste engendrerait le mouvement ouvrier et que celui-ci se radicaliserait d'autant plus que l'expansion capitaliste atteindrait son maximum — que s'accroîtraient ainsi les possibilités révolutionnaires et se renforcerait l'internationalisme.

On avait prévu la révolte des colonies et on en avait déduit que l'impérialisme perdant sa base essentielle s'écroulerait de lui-même, que la fin des empires coloniaux achèverait « la dernière étape du capitalisme ».

C'est-à-dire que de la fameuse dialectique hegelienne et marxiste exprimée par la succession : **thèse, antithèse, synthèse**, on pouvait vérifier l'exactitude des deux premiers termes, mais que la synthèse ne s'accomplissait pas, comme nous l'avions

allemands, provoqué la crise mondiale de 1929-1930. C'est à ce diktat, cette faillite et cette crise que l'on doit le triomphe d'Hitler qui, hors de cette conjoncture, serait resté un agitateur de brasserie.

Staline n'a pu imposer le culte de la personnalité que parce que le système y aboutissait, parce que l'on avait renié et bafoué le marxisme dont on se réclamait. Le fait qu'on ait pu subir ou célébrer ce culte pendant plus de vingt ans nous paraît beaucoup plus significatif et édifiant que son reniement d'aujourd'hui : normalisation et non destruction du système.

voulu, et que l'aboutissement des oppositions apparemment fatales ne nous apportait que fragiles hypothèses, désaveux dérisoires ou monstrueuses impostures.

Une révolution prolétarienne a abouti à l'aggravation des dangers de guerre et a compromis les chances d'un socialisme mondial.

La deuxième guerre a jeté bas des régimes totalitaires, mais les vainqueurs ont repris à leur compte l'héritage des vaincus.

L'industrialisation forcée éloigne du socialisme ouvrier, beaucoup plus sûrement que la domination capitaliste.

Le mouvement ouvrier libre s'installe dans le régime capitaliste et en tire des avantages indéniables pour ses dirigeants et ses adhérents.

Il n'existe plus d'empires coloniaux en Occident et cependant l'expansion capitaliste n'a jamais été aussi rapide, aussi efficace, aussi sûre.

## Jeux de mots pour dissimuler la réalité des choses

C'est à travers ces données que la réflexion intervient. D'abord pour contrôler leur exactitude. Il faut croire que c'est trop difficile pour qu'on s'y emploie, ou trop facile pour qu'on ne craigne d'être édifié. Aux faits que l'on apporte, on répond ordinairement par un procès d'intention. On ne réfute pas l'information. On suspecte l'informateur. Sans doute, ce que nous formulons ici postule un jugement de valeur. Mais il faudrait alors rejeter l'interprétation et discuter les réalités. Ce qui obligerait à composer une autre interprétation, qui ne serait que verbiage et logomachie... ou anticipation hasardeuse.

On peut reconnaître qu'un Etat dit socialiste se glorifie de son surarmement. On peut alléguer qu'il est dangereusement menacé. Ainsi Hitler se plaignait des agressions tchèques en 1938, polonaises en 1939.

On peut attribuer les excitations nationalistes à la nécessité de diviser l'ennemi... hypothétique.

On peut justifier l'interdiction des grèves, l'étatisation des syndicats ouvriers par la nécessité de défendre la classe ouvrière contre... elle-même.

On peut appeler socialisme un étatsisme autoritaire qui instaure une nouvelle classe d'exploiteurs vivant luxueusement de la plus-value créée par le travail. On peut qualifier « paupérisation absolue » l'indéniable amélioration de la condition ouvrière, dans les pays démocratiques. On peut aussi affirmer la fragilité et l'insécurité des avantages obtenus par la classe ouvrière, l'instabilité du régime capitaliste apparemment consolidé.

On peut prophétiser la radicalisation des masses, l'avènement du socialisme, justifier la médiocrité ou l'atrocité des méthodes par la noblesse du but final, les moyens par la fin.

Sincères ou non, ces arguments n'ont pas d'autre valeur que celle d'opérations intellectuelles jouant sur des mots sans toucher aux choses. Pour que la réflexion soit efficace, il faut qu'elle débute sur une prise de conscience de la réalité. Alors, il n'est pour juger que d'établir notre responsabilité propre dans la réalisation de nos prévisions et la ruine de nos espoirs.

## La hiérarchie des changements

Encore faudrait-il nuancer cette double constatation. La généralisation est toujours abusive. Il est bien des prévisions marxistes et socialistes qui ne se sont pas réalisées. Ne serait-ce que la prolétarianisation certaine de la petite bourgeoisie et de la paysannerie. La jeunesse actuelle dans sa majorité, en ramentant à leur véritable grandeur certains excès spectaculaires, ne dément pas toujours les espoirs que nous fondions sur elle.

Etablir la hiérarchie des changements apparaît

comme un préalable urgent. Il est évident que les expériences nucléaires et l'agitation du Tiers-Monde ont infiniment plus d'importance que des crises ministérielles ou des rencontres de chefs d'États occidentaux. Mais ce qui est encore plus important, ce sont les conditions de ces expériences explosives et de ces révolutions politiques.

Ce que la réflexion peut tenter de découvrir, ce sont les lignes directrices des évolutions normales. L'historien, avons-nous dit, localise les changements dans le temps et sur le lieu. Le philosophe n'aurait pas d'autre tâche que de généraliser des phénomènes que l'histoire a localisés. Les mutations qui ont substitué l'agriculteur au chasseur et au nomade se sont accomplies partout selon le même processus. L'industrialisation exige partout des conditions semblables et des facteurs équivalents. Mais l'accélération des changements provoque des conflits et des révolutions. Si à la lente mutation d'un peuple se substitue l'intervention d'agriculteurs immigrés parmi des chasseurs indigènes, ce sont les terribles batailles qui opposèrent les pionniers des États-Unis aux tribus indiennes.

Si l'on impose par la force l'industrialisation à une société encore féodale, il faut créer le capital nécessaire par la surexploitation des travailleurs, et mobiliser une main-d'œuvre massive par la brutale spoliation des paysans.

Alain a confirmé l'idée fondamentale de Marx et reconnu que l'invention du collier d'attelage, du moulin à eau ou du gouvernail ont plus changé les mœurs que n'ont pu le faire toutes les prédications.

C'est indéniable. Mais ce progrès technique fut-il la cause de l'abolition de l'esclavage antique, ou l'impossibilité de recruter des esclaves a-t-elle déterminé ce progrès technique ? Les Grecs connaissaient sans doute le principe de la machine à vapeur. Leur science n'a pas modifié leur technique industrielle, parce que l'esclavage leur fournissait une main-d'œuvre à bon marché (6).

Montesquieu, cité par Alain, eut raison d'attribuer le génie maritime des Anglais à leurs profonds estuaires, tandis que les plates lagunes de Venise avaient borné le tonnage et la voilure. Mais il fallait le peuple anglais pour construire les bateaux, édifier une industrie qui les charge de produits fabriqués. Comme il fallait le peuple égyptien pour que le don du Nil ne se présente pas comme une simple crue catastrophique.

## L'action et l'esprit

Il est vrai que la réflexion s'avère difficile, lorsqu'on est voué à une action. Et cependant pour être fructueuse elle doit s'adapter au mouvement et non se concentrer sur une description statique. On ne maîtrise pas un fleuve en s'accrochant à la berge. On ne domine pas l'histoire en la fixant dans l'actualité. Hiérarchiser les changements, sans nul doute. Aussi en évaluer la nécessité et en mesurer le rythme. C'est ainsi qu'on se garde aussi bien du fatalisme historique que de l'outrecuidance intellectuelle.

Il n'est guère facile de déceler l'essentiel dans l'évolution. Ce ne sont pas les forces naturelles, car la nature reprend ce qu'elle donne, si l'homme ne lui arrache par la violence. Ce n'est pas l'esprit qui

(6) Marx avait, paraît-il, beaucoup de peine à concilier son système d'explication historique avec son admiration pour la pensée grecque. Simone Weil, au contraire éprouvait une sorte de noble jouissance à juger la sagesse grecque, actuellement plus proche de la vérité que toutes des doctrines contemporaines.

Libérés — grâce à l'esclavage — des nécessités économiques, les Grecs ont pu accoupler une haute sagesse morale et une science désintéressée. Ce miracle est-il une anticipation, si l'esclavage, libérateur de l'homme, peut être réservé aux machines ?...

trop souvent ne raisonne que sur le fait acquis. C'est l'outil qui agit sur la matière et que l'esprit perfectionne selon les nécessités de l'action.

Aussi, serait-il chimérique de s'opposer aux progrès de l'outil et de l'esprit, c'est-à-dire de la technique et de la science. Chimérique et néfaste, si c'était efficace (7). Car, même si leur utilisation bafoue nos plus hautes valeurs morales, en fin de compte, c'est Michelet qui a raison de voir en ces progrès, « des victoires de la liberté contre la fatalité » et qu'à chaque étape de l'Histoire, « on voit diminuer la puissance fatale de la nature et l'influence de race et de climat devenir moins tyrannique ».

Mais si cette liberté reste une abstraction ou une anticipation, si l'outil et l'esprit sont soumis à des contraintes artificielles, si l'on accorde à des puissances politiques provisoires, le droit de ralentir ou d'accélérer ces progrès, afin d'assurer leur survie, on substitue à la fatalité naturelle, une fatalité mécanique qui réduit à l'automatisme et à la servitude les corps et les esprits.

Pour revenir à notre préoccupation majeure, on admet fort bien la nécessité de l'industrialisation russe, on ne renonce pas à l'espoir du socialisme, conditionné par celle-ci. Mais la tyrannie qui a forcé l'allure de l'industrialisation et imposé sous le nom de socialisme un étatisme qui annihile tout mouvement ouvrier et soumet la science à ses impératifs politiques, porte la responsabilité la plus lourde dans le bellicisme nucléaire et la corruption de l'idéal socialiste.

Il faut que l'on tolère notre intransigeance si l'on veut encore nous entendre. Notre « réflexion » ne peut paralyser l'action d'un mouvement libre. Elle peut simplement en éclairer les aspects et les résultats ; elle peut tenter de déceler l'essentiel qui reste pour nous, tout ce qui favorise la libération de l'homme, la lutte contre la fatalité de la nature et des machines. Il n'est pas d'autre moyen de « dominer l'Histoire ».

Roger HAGNAUER.

(7) C'est ainsi que Dwight Macdonald, ancien trotskyste américain, directeur de « Politics » publiait en 1948 une remarquable plaquette : *Partir de l'Homme*, dans laquelle il s'opposait à la civilisation industrielle, au nom d'un humanisme libertaire. Ses thèses et positions sont contestables. Mais sa réaction fut peut-être salutaire. Cette recherche d'une morale libertaire ne nous paraît ni utopique, ni vaine. C'est dans cet esprit que nous recommandons la lecture de l'ouvrage de l'ami Gaston Leval : *Éléments pour une éthique moderne*. Nous aurons l'occasion de discuter les thèmes exprimés.

EN SOUSCRIPTION :

### HOMMAGE A NATALIA SEDOVA - TROTSKY

par Marguerite Bonnet, André Breton, Isaac Deutscher, Pierre Frank, Joseph Hansen, Livio Maïtan, Pierre Naville, Laurette Orfila, Michel Raptis, Alfred Rosmer, Laurent Schwartz, Jack Weber, Sara Weber

#### NOTES POUR UN PORTRAIT par Léon Trotsky

#### L'ASSASSINAT DE COYOACAN par Natalia Sedova-Trotsky

Un volume in-16 Jésus, 124 pages  
9 reproductions photo

On souscrit à « Les Lettres Nouvelles »  
30, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 9574-63

Prix : 10 NF

(Spécifier : Hommage à Natalia Trotsky)  
Ce volume ne sera pas dans le commerce



**Sur Israël**

De J. LAPLAUD, de la Charente-Maritime :

J'ai lu et relu avec infiniment d'intérêt l'article de Gallienne sur « Israël et le monde arabe ». Evidemment, beaucoup d'entre nous (et je suis du nombre) ont le tort de prendre des positions trop tranchantes sur un problème qu'ils ne connaissent pas suffisamment et pour lequel ils manqueraient d'informations objectives... Et, par sentiment, bien plus que par raison, nous nous rangeons tout naturellement auprès du peuple juif peut-être parce qu'il a trop souvent été, au cours des siècles, un peuple de victimes, un peuple martyr...

C'est pour cela que nous sommes tout prêts à prendre sa défense, quelles que soient ses erreurs ou ses fautes, je dirai même quels que soient ses crimes...

**Le fascisme au pouvoir**

De Louis BLAIN, de Nice, cette lettre adressée à Hagnauer :

Lecteur d'abord de « La Vie Ouvrière » d'Hasfeld, puis de « La Révolution Proletarienne » depuis sa fondation, je suis resté le compagnon de Fontaine, l'ami de Lavenir ; j'ai lutté avec l'admirable phalange du congrès de Chambéry, les regrettés Léger et Raffin, l'extraordinaire Jacquet. Je suis resté le continuateur de Zimmerwald, avec toute mon admiration pour Monatte en regrettant qu'il n'y ait pas eu de Zimmerwald en 1939-40. Je suis également l'ami d'Emery, bien que je ne partage pas toutes ses conceptions.

Alors tu trouveras ci-joint un projet d'affiche que « La Révolution Proletarienne » devrait, pour l'honneur du syndicalisme français, faire établir en grand format, et devrait faire placarder dans toutes les villes de France. (Il s'agit d'une photo parue dans un journal niçois et représentant des engins blindés en position devant les immeubles de Bab-el-Oued, sur laquelle il a écrit : « Budapest 1962 ».)

On en a marre, comme le dit justement Hébert (R.P. de février 1962) de la farce de l'antifascisme. Quels que soient les torts ou les positions différentes des Algériens et de nous-mêmes, la répression sanglante de De Gaulle devrait provoquer une explosion d'indignation parmi nous et quels que soient nos avis. (Louzon ne me démentira pas.)

C'est la paille et la poutre. Le fascisme, mais il n'a jamais été aussi vivant qu'en France, avec un référendum qui ne fera que l'accentuer encore, car ces pauvres idiots de partis de gauche se figurent qu'après avoir fait voter « oui » à De Gaulle, ils pourront, trois semaines après, renverser la vapeur. Il y avait là une occasion politique unique de faire front contre la collusion gaullo-communiste en dénonçant l'escroquerie de ce référendum où l'on veut profiter du désir de paix du peuple pour lui faire dire en même temps tout autre chose.

Que le noyau fasse un geste contre des méthodes policières qui sont une honte, à Paris comme à Alger. Devant ce silence énorme de la métropole... mais il vous prend l'envie de faire éclater la planète.

**Une défense de la S.F.I.O.**

Du Dr Jean LEFEVRE, de Poitiers :

A propos de la note anti-S.F.I.O. de Louzon, je veux présenter trois remarques :

1) Un jeune de moins de dix-huit ans lisant que Blum a été le principal responsable de la défaite des républicains espagnols et Mollet tout aussi responsable de la continuation de la guerre d'Algérie, pourrait imaginer que ces deux lamentables S.F.I.O., chefs de gouvernements, l'un de la 3<sup>e</sup>, l'autre de la 4<sup>e</sup> République, détenaient des pouvoirs illimités, qu'ils n'avaient à tenir compte, ni de

l'avis des autres ministres de cabinets non homogènes, ni du parlement ni de l'opinion publique, que leur puissance était du type des despotes orientaux (c'est-à-dire du Louis XIV multiplié par 20 ou 50) et qu'il leur aurait suffi de lever le petit doigt pour que Franco s'effondrât, abandonné par ses deux compères Hitler et Mussolini, et pour Mollet qu'à son moindre geste les pieds-noirs allaient lécher ses bottes, les généraux et colonels se mettre humblement à ses ordres. Or, je conserve l'impression qu'une telle vision ne coïnciderait pas absolument avec la vérité historique couramment admise en France.

2) Une autre erreur (pour moi non négligeable) que risquerait de commettre le supposé jeune lecteur serait de supposer que Blum et Mollet n'avaient pas plus de comptes à rendre aux camarades de la S.F.I.O. qu'ils n'en avaient à rendre aux membres de leur cabinet, au Parlement, à l'opinion publique. Quitte à passer pour un naïf et un sot, je me déclare toujours attaché à la vieille S.F.I.O., parce qu'il se pratique dans son sein une vraie démocratie avec liberté totale d'expression.

3) Entendu : ce sont les seuls socialistes qui, italiens, ont amené Mussolini au pouvoir, allemands hissé Hitler sur le pavois, français ont créé de toutes pièces l'O.A.S. Mais nos camarades, les travaillistes anglais ? Ils sont en tous cas fichtrement moins dangereux que les socialistes du continent puisque soixante-dix ans après leur entrée en lice l'Angleterre vit toujours sous un régime démocratique... que je sache. Exception, la Grande-Bretagne ? Et le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, la Suisse ? Leurs exemples ne peuvent-ils ôter à Louzon son imperturbable assurance ?

Dans la lettre de Walusinski, je trouve excellent le paragraphe sur les dangers de la logique impeccable et implacable de notre ancien élève de l'Ecole des Mines venant de la part d'un « mathématicien ». Quant au jeune Leunois, faire figurer le nom de Mollet parmi les six plus grands criminels que le monde ait jamais produits, cela me fait l'effet de la rouge « muleta » pour le taureau d'arène !

**Autres sujets**

Encore un mot pendant que j'y suis, à propos de la lettre citée par vous d'Hébert, de Nantes.

Ce syndicaliste conteste le bien-fondé du titre de la revue. Pour des raisons en tous points différentes des siennes, il y a dix ans que j'exaspère mon vieil ami Hagnauer, en lui rabâchant : « Jusqu'en 39, le titre R.P. » se justifiait pleinement, résumant le bon combat mené par la revue au nom de ses deux idéaux : 1<sup>o</sup> réaliser une vraie révolution ; 2<sup>o</sup> contribuer à amener le monde au stade tant souhaité, au pacifisme intégral, au désarmement général.

Or, maintenant, pour moi :

1<sup>o</sup> Une possibilité révolutionnaire se présenterait-elle, force serait bien de la laisser passer pour ne pas donner tout le pouvoir aux cocos ; 2<sup>o</sup> prêcher le pacifisme et le désarmement intégral, ce serait contribuer à mettre l'Occident à la totale merci du bloc de l'Est.

★ ★

Autre chose : regrettant que la « R.P. » n'ait pas encore trouvé le spécialiste des questions agricoles dont elle a besoin, je signale ceci :

En 1959, j'avais visité avec les enfants de la Maison de Sèvres, une importante ferme modernisée, à Toussus-le-Noble : 100 hectares de terres de première qualité ; un nombreux personnel, des tracteurs, combinés, camions, remorques, etc. Pas une créature vivante, autre que l'homme lui-même. Ni chevaux, ni bovins, ni ovins, ni même un poulet, un canard, un lapin d'élevage. Les fermiers achetaient leur lait et leurs œufs au village.

Visité ces jours-ci : a) une exploitation de 200 hectares, près de Montmorillon. En 1950, on y pratiquait très traditionnellement l'association banale polyculture plus élevage. Depuis 1950, uniquement l'élevage des ovins. On ne sème, ni ne laboure. En dehors des 350 brebis qui vivent dehors 365 jours un quart par an, et ne reçoivent jamais aucune nourriture d'appoint, pas de chevaux, pas de bovins, pas de porcs, tout au plus une douzaine de poulets

et cinq à six pintades. Pour ces 200 hectares, outre le propriétaire (un Parisien ayant fait carrière dans les professions libérales), un seul ouvrier dont la grande tâche est, avant tout, de droguer les brebis contre les maladies parasitaires, c'est plutôt un infirmier-vétérinaire ; b) à 7 km. de Poitiers : 350 hectares d'un seul tenant. Avant : polyculture et élevage. Maintenant, on fait juste pousser un peu de maïs et de pommes de terre, tout pour l'élevage.

Ici, pas un équin, pas un ovin, uniquement des bêtes à cornes. Dans une des trois exploitations, l'élevage des jeunes bovins a été organisé de façon si poussée et si hautement scientifique que c'est annuellement 700 têtes de jeune bétail qui en sortent — Avec le système traditionnel, on aurait pu élever tout au plus 15 à 20 jeunes bêtes par an — et sont vendus à des herbagers qui vont compléter leur croissance jusqu'à l'envoi à la Villette, quand les bêtes sont d'un âge et ont atteint un poids suffisant pour être livrées à la consommation en procurant un maximum de bénéfices au vendeur pour un minimum de frais.

Sur ces 350 hectares, il y en a 50 de bois, surtout de taillis. Pendant quelques années, le jeune patron entreprenant (ex-officier d'active) avait organisé dans ses bois l'élevage des porcs en liberté sans nourriture d'appoint. Bref, comme le pratiquait le Thomas Graindorge de Taine vers 1850 dans sa propriété du sauvage Kentucky, les résultats n'ont pas engagé à continuer. Pas étonnant, car on ne peut obtenir ainsi que des porcs sangliers maigres et peu vendables.

## Après cinq ans chez les autonomes, où aller ?

Sans vouloir ouvrir une polémique, je voudrais poser cette question au camarade Riguidel, dont l'article dans la dernière « R.P. » a soulevé quelques remous parmi de nombreux camarades restés autonomes et fidèles lecteurs de la « R.P. ».

Quitter les autonomes, c'est le droit de tous, mais le faire pour aller dans une autre centrale qui, pour être plus grande, plus représentative, n'en est que plus marquée sur le plan politique, c'est pour le moins comme le dit un vieux proverbe « changer son cheval borgne pour un aveugle ».

Le signataire de ces lignes ne veut pas faire l'historique de l'autonomie, mais étant en partie responsable de la venue de Riguidel au mouvement autonome, il tient à déclarer que la sincérité rédactionnelle de la résolution du Pré-Saint-Gervais, acte de naissance de la Confédération Autonome du Travail est pour lui la seule circonstance atténuante de cette venue.

Comme Riguidel, il avait milité à la C.N.T. N'ayant pas attendu son exclusion, il avait démissionné, présentant les purges dont allaient être victimes les syndicalistes révolutionnaires.

Comme Riguidel, il fut un idéaliste du syndicalisme et peut-être un peu plus visionnaire ; mais certainement comme lui, le fait de subir le patronat capitaliste quarante-huit heures la semaine et l'Etat 365 jours par an, l'a fait évoluer vers une position plus réformiste.

Comme notre camarade, il a constaté tout en les combattant les anomalies de la centrale autonome qui n'est viable que si les divers rouages (syndicats, fédérations, unions départementales) ont une saine compréhension de ce qu'est le fédéralisme.

Comme lui et peut-être plus encore, il déplore les tractations engagées, au mépris de l'opinion de la base, en ce moment même avec une certaine fraction de ces indépendants (rue Saint-Marc), ceux de la rue de Palestro n'ayant pas pu aboutir ; mais si ce flirt bien avancé aboutit à des épousailles, la responsabilité en incombera à tous, y compris ceux qui sont partis, parce que ne réussissant pas à convaincre.

C'est pourquoi, me faisant l'interprète de nombreux camarades autonomes, lecteurs de la « R.P. », je me vois dans l'obligation de dire en

toute amitié au camarade Riguidel et à tous ceux du Bois et Bâtiment que leur départ a peut-être sonné le glas de notre foi en l'avenir de la Confédération Autonome du Travail, mais pas celui de notre idéal syndicaliste révolutionnaire que nous pouvons espérer maintenir dans l'autonomie pure de nos syndicats, de nos fédérations, et que demain si nous devons quitter le boulevard Sébastopol, ce ne serait pas pour changer d'étiquette, mais pour sauver, comme le héros de « La Guerre du Feu » la flamme vacillante de notre idéal, espérant relancer dans l'autonomie le syndicalisme vraiment révolutionnaire et ennemi juré de la politique.

J. SAMSON.

## MESSALI HADJ tend la main au F.L.N.

Le 4 mai dernier, Messali Hadj, chef du Mouvement national algérien (M.N.A.), a tenu une conférence de presse en sa résidence surveillée de Gouvioux, près de Chantilly. Messali, qui fut le fondateur, il y a quarante ans, du premier mouvement pour l'indépendance de l'Algérie sous la dénomination de l'« Etoile Nord-Africaine » et qui a passé de longues années en prison ou en déportation, a tenu à fixer devant l'opinion publique la position de son Mouvement face à la situation née du cessez-le-feu en Algérie.

Il a d'abord déploré l'aggravation de cette situation depuis le cessez-le-feu qui aurait dû apporter aux Algériens la joie avec la paix retrouvée.

Puis, Messali Hadj s'est élevé avec force contre une campagne inspirée qui tend présentement à le représenter comme un allié de l'O.A.S.

« Mon passé politique, dit-il, mes quarante années de lutte pour l'indépendance de l'Algérie et son émancipation sur le plan économique, social et culturel, mon attachement à la démocratie, quelles que fussent les circonstances du combat et, enfin, le caractère plébéien du Mouvement National Algérien depuis l'Etoile Nord-Africaine jusqu'au M. N.A., prouvent, s'il en était besoin, que tout nous sépare de l'O.A.S. qui est aux antipodes de notre programme politique.

« C'est pourquoi je déclare, de la façon la plus énergique, afin que tout le monde le sache, que ni le M.N.A., ni moi-même, n'avons conclu un accord quelconque avec cette organisation fasciste, qu'à aucun moment nous n'avons eu de contacts directs ni indirects avec ses représentants. Dans ce domaine, je n'ai jamais transigé et, pour preuve, je n'ai pas hésité, au mois de juillet dernier, à exclure un certain nombre d'individus qui se sont laissés soudoyer par les officines colonialistes en vue de créer la troisième force que le M.N.A. avait déjà condamnée dès le début de la Révolution algérienne. Ces individus qui se sont laissés entraîner si loin de la Révolution, peuvent, demain, utiliser le sigle M.N.A. pour d'autres aventures. »

Ensuite Messali rappelle toutes ses tentatives, depuis 1957, pour faire cesser les luttes fratricides qui opposent le M.N.A. et le F.L.N. et compromettent l'indépendance de l'Algérie en apportant de l'eau au moulin de l'O.A.S. Le M.N.A. a décidé de participer activement à l'édification du futur Etat algérien, conformément aux principes de l'autodétermination. C'est pourquoi il propose une réunion au sommet F.L.N.-M.N.A. pour débattre l'ensemble de ces problèmes. Il considère que l'union est une nécessité vitale.

Mais il est douteux que l'organisation rivale qui a été admise seule à débattre du cessez-le-feu à Evian et qui est seule représentée à l'exécutif du Rocher-Noir, consente de plein gré à partager un pouvoir qui lui est remis à elle seule, à l'exclusion du M.N.A. lequel pourtant conserve des partisans dans certains maquis et jouit de la confiance de beaucoup de travailleurs algériens en France et en Algérie. Ce que confirment les heurts sanglants qui se poursuivent entre Musulmans algériens et qui se soldent — d'après une réponse du ministre de l'Intérieur, parue à l'« Officiel » — par cinquante-deux assassinats perpétrés en métropole depuis les accords d'Evian jusqu'au 30 avril. — F. CH.

# L'Espagne et les souvenirs à vendre

A Stockholm en décembre dernier, à Moscou ensuite, à Rome et à Gênes hier, la défense de Madrid et l'action des brigades internationales ont été célébrées. Conférence d'intellectuels et réunions populaires, messages d'anciens combattants et discours de personnalités, campagnes de presse et chants d'épopée ont aisément capitalisé la somme des souvenirs enfouis et aussi des remords. Il existe, chez un grand nombre d'hommes politiques, d'écrivains et de militants ouvriers, pour l'Espagne et son peuple, le sentiment d'une dette impayée et d'une responsabilité non assumée.

C'est pourquoi l'essai tenté en Suède à la fin de l'année 1961 s'est rapidement converti en succès. La presse et la radio, les organisations politiques de toutes nuances participèrent à la campagne commémorative, des dizaines de milliers de couronnes furent collectées en faveur des antifranquistes, et l'on chanta les louanges de la résistance républicaine et de la démocratie espagnole. Cette poussée d'amitié pour les peuples ibères trouva son point culminant dans un vaste rassemblement où prirent la parole Ilya Ehrenbourg et le général Modesto, des représentants de l'Allemagne de l'Est et de la C.G.T. française..

Aiors seulement apparurent fondées et prophétiques les mises en garde lancées par les quelques milieux syndicalistes ou socialistes traditionnellement liés à la lutte antifranquiste, qui, dès les premières manifestations de la campagne, dénoncèrent la manœuvre dont le peuple espagnol et l'opinion internationale antifasciste étaient à la fois l'enjeu et le victime.

Le choix de la date et du thème à commémorer est en lui-même la preuve du caractère propagandiste de la campagne. Ce n'est pas le 19 juillet 1936 qui est rappelé, c'est-à-dire l'insurrection populaire répondant au coup de force des généraux réactionnaires, mais bien la défense de Madrid, coïncidant avec l'intervention et la présence de l'Union soviétique dans la guerre espagnole, sous ses différentes formes.

Vingt-cinq ans après, le thème de la propagande communiste n'a pas changé : la guerre civile espagnole n'a aucune caractère social, elle n'est qu'un épisode de l'affrontement permanent de groupes d'Etats.

Dans un ouvrage qui porte un titre évocateur : « The Grand Camouflage », le journaliste Burnett Bolloten, devenu historien à force de patient travail, décrit précisément ce phénomène. Pendant les premiers mois de la guerre d'Espagne, alors que le minuscule parti communiste espagnol s'efforçait de s'emparer des leviers de commande dans le camp républicain, et y parvenait grâce au chantage soviétique portant sur l'aide militaire, grâce aussi à l'extraordinaire naïveté des dirigeants républicains, grâce enfin au pacifisme à courte vue des régimes démocratiques européens, l'ensemble des appareils de propagande soviétique présentait à l'opinion mondiale une image entièrement faussée de l'Espagne ouvrière et paysanne. Collectivisations, syndicalisations, socialisations disparaissaient sous les monceaux d'articles et d'affiches présentant une Espagne républicaine parlementaire, petite bourgeoisie, respectueuse de la propriété.

Il est donc normal que l'anniversaire choisi soit celui de l'intervention des brigades internationales, de l'entrée en action de l'aviation soviétique, de la transformation de la guerre révolutionnaire en guerre tout court. L'évocation du 18 juillet 36 eût rendu plus difficile le succès de la mise en scène actuelle, puisqu'elle eût rappelé que les généraux insurgés avaient été battus par des organisations et des hommes qui n'étaient pas communistes, des

militants de partis et de syndicats voulant et appliquant de profondes transformations sociales.

Si le thème est inchangé, son utilisation intervient dans un contexte international évidemment nouveau. Il ne s'agit plus de rassurer le Paris de Léon Blum, le Londres de Chamberlain quant au caractère socialement modéré de l'Espagne républicaine, dans l'espoir de favoriser une alliance entre ces capitales et Moscou pour faire échec à la menace expansionniste de Rome et de Berlin ; il est question aujourd'hui d'exploiter les réflexes antifascistes et antifranquistes pour les monnayer sur le grand marché de la diplomatie mondiale, en les portant au compte de l'Union soviétique, en les utilisant contre la politique des Etats-Unis, voire en s'en servant pour obtenir du régime lui-même une nouvelle orientation.

Ce n'est pas là une interprétation politique discutable comme toute interprétation. Ce sont les propres paroles de Dolorès Ibarruri prononcées au XXII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de l'Union soviétique.

« Si, depuis vingt-cinq ans, la lutte pour le renversement de la dictature fasciste du général Franco a été et continue d'être la tâche fondamentale de la classe ouvrière et de la démocratie espagnole, dans les conditions actuelles d'aggravation du péril de guerre le problème espagnol acquiert un caractère nouveau : il ne se réduit pas à mettre fin au régime franquiste ; il s'agit du sauvetage ou de l'anéantissement de notre pays, gravement menacé par l'existence de bases américaines qui, selon les déclarations des franquistes eux-mêmes, sont les plus importantes d'Europe. Pour cette question de vie ou de mort de notre pays, le parti communiste déclare être disposé à s'entendre avec n'importe quel groupe politique, quelles que soient les différences politiques de tous ordres qui nous en séparent. »

C'est Luigi Longo qui, dans l'Unità du 13 avril (organe du P.C. italien) définit la signification des journées commémoratives de Rome et de Gênes :

« Les légions et les divisions nazies et fascistes qui portèrent Franco au pouvoir sont aujourd'hui remplacées par les garnisons des bases américaines en Espagne. »

Le souvenir des luttes acharnées, le sacrifice de tant de volontaires espagnols et étrangers, l'immense sympathie dont jouit encore et toujours l'inlassable résistance et le fier exil, tout cela est finalement utilisé par un appareil diplomatique qui vise, non pas Franco, non pas le régime absurde et rétrograde de Madrid, mais les bases nord-américaines établies dans la péninsule ibérique.

Pour qui veut ouvrir les yeux, le mécanisme de la manœuvre est d'une cynique simplicité. Chassé de l'émigration, isolé, méprisé pour avoir tout au long de son histoire trahi et défiguré les aspirations les plus profondes du peuple espagnol, le parti communiste espagnol, solidaire et participant actif des répressions anti-ouvrières et anti-paysannes, en Aragon comme en Catalogne, soutien de la politique stalinienne d'extermination des réfugiés républicains en Union soviétique, à Karaganda et à Norilsk, veut rentrer dans la famille antifranquiste sous couvert de personnalités démocratiques et de bons sentiments.

Aux intellectuels antifascistes qui, par commodité mentale ou par ignorance, se prêtent à ce jeu tragique, il est nécessaire de dire qu'il est en effet temps de se souvenir qu'il existe un peuple espagnol vivant sous le joug et sous le baillon, et qu'il faut l'aider. Depuis la défaite républicaine, des milliers d'Espagnols, et avec eux bien des amis

qui ne sont pas nés en Espagne mais s'en veulent solidaires, des centaines de groupes, travaillent, jour après jour, à briser le régime franquiste. Il en est de toutes les tendances et de toutes les filiations. Ils ne demandent qu'à être soutenus, mais non pour des raisons de stratégie ni pour des motifs diplomatiques. Et surtout pas pour être confondus avec les assassins de Marc Rhein, de Camillo Berneri et Andrés Nin. Pas avec Lister et Modesto, destructeurs des communautés paysannes. Pas avec Pablo Neruda, chanteur de la bombe de 50 mégatonnes. Pas avec les écrivains « antifascistes » de Budapest comme György Gabor. Pas avec ceux qui sont disposés à tolérer Franco s'il se déclare neutraliste.

Là encore, nous n'interprétons pas. Il suffit de citer la « Déclaration » du Comité central du P.C. d'Espagne de juin 1956 :

« La neutralité a aussi été dans le passé la politique de l'Espagne. Même pendant la dernière guerre mondiale, Franco n'a pas pu l'ignorer tout à fait — quoiqu'il la compromit par une non-belligérance active. Le pacte avec les Etats-Unis est un pacte de guerre, il contraint l'Espagne à abandonner la neutralité qui a été si profitable pour notre pays. Les facteurs qui, dans le passé, conseillèrent la politique de neutralité continuent à agir. Dans les nouvelles conditions mondiales, la neutralité pourrait être la forme concrète de l'incorporation de l'Espagne au grand courant de paix et de coexistence. Ainsi l'entendent, en plus du peuple, d'importantes forces de la bourgeoisie espagnole qui réclament, avec juste raison, le retour à la neutralité traditionnelle. »

## ZENSL MUHSAM

Zensl Mühsam vient de mourir en zone russe d'Allemagne. Son compagnon, l'anarchiste allemand Erich Mühsam fut assassiné, dans un camp nazi, il y a vingt-huit ans. Le Comité Central du Parti socialiste Unifié (communiste) d'Allemagne Orientale a consacré à sa veuve un article nécrologique sans mentionner qu'elle avait passé de nombreuses années dans les camps de concentration et les prisons soviétiques.

En 1935, Zensl fut invitée à se rendre en Russie sous le prétexte que les œuvres de son compagnon allaient être éditées à Moscou. Tous les originaux d'Erich passèrent aux archives russes, mais jusqu'à présent aucune édition complète de ses œuvres n'a encore été imprimée. Seuls ont été réédités quelques poésies choisies, quelques pages de prose et ses « Mémoires apolitiques » que l'on connaissait déjà en Allemagne avant l'arrivée au pouvoir des nazis. Les travaux de caractère anarchiste pas plus qu'aucun original posthume n'ont vu le jour.

Zensl disparut dans les camps russes en 1936. Elle fut arrêtée alors qu'elle s'efforçait de trouver le moyen de sortir de Russie. Sur une dénonciation de Walter Ulbricht, actuel dictateur de l'Allemagne Orientale, les persécutions commencèrent pour elle.

En 1939, après la conclusion du pacte Molotov-Ribbentrop, Zensl devait être livrée aux nazis en compagnie de Margarete Buber et d'autres femmes, mais la guerre empêcha que ce transfert se réalise et Zensl demeura dans les camps et les prisons russes.

Après la guerre elle fut mise en liberté ; en 1956, elle fut envoyée en Allemagne Orientale ; mais elle était gravement malade et intellectuellement épuisée.

On l'obligea à demeurer en zone orientale et on interdit tout contact entre elle et ses anciens amis d'Allemagne Occidentale et d'ailleurs. Quelques lettres qu'elle écrivit laissèrent supposer qu'elle n'avait plus toute sa raison. Des symptômes de cette maladie avaient déjà pu être notés en Russie. De plus, certaines lettres étaient, de toute évidence, falsifiées.

« Dans les milieux industriels, commerçants et agricoles de notre pays, de même que parmi les travailleurs et les intellectuels, on comprend de mieux en mieux les préjudices que cause à l'économie espagnole le fait que l'Espagne soit l'unique pays d'Europe sans relations commerciales directes avec les pays du monde socialiste. »

« Seule la politique extérieure de l'actuel gouvernement empêche l'Espagne de commercer avec l'Union soviétique et les pays socialistes. Commercer avec des pays ne signifie pas supprimer ou diminuer le commerce avec les pays capitalistes, y compris les Etats-Unis, d'accord avec les intérêts nationaux de l'Espagne et sans dépendre de personne. Il n'y a pas de doute que le développement du commerce avec les pays socialistes aiderait l'agriculture et l'industrie espagnoles à obtenir de meilleures conditions dans les pays capitalistes. »

Et si les intellectuels de bonne volonté pensent justifier leur « engagement » sur la base de souvenirs héroïques, par une solidarité envers les révolutionnaires espagnols, qu'ils lisent donc ce que les communistes entendent proposer aux classes dirigeantes de Madrid : de se faire les gardes civils de l'ordre.

Dans la « Déclaration » déjà citée, la proposition s'inscrit en toutes lettres : « A son tour, la classe ouvrière a acquis une plus grande maturité politique, une expérience révolutionnaire, une plus grande connaissance et compréhension de son rôle dans la société, et elle ne se laissera pas entraîner par les propagandes infantiles apparemment révolutionnaires mais contraires à ses véritables intérêts. »

Louis MERCIER.

Plus tard elle fut décorée de diverses médailles ; l'Etat lui servit une pension de vieux militant antifasciste, et elle fut contrainte de signer une série de manifestes haineux contre l'Allemagne fédérale et autres déclarations de propagande communiste. Les libertaires de Berlin Ouest ne purent jamais établir le moindre contact avec elle et elle n'entreprit rien dans ce but.

Zensl Mühsam a été victime des persécutions de Hitler, Staline et Ulbricht. Après avoir passé de longues années dans les camps de concentration et les prisons de la Russie communiste, elle fut encore humiliée, systématiquement exploitée par les propagandistes du fascisme rouge jusqu'à la fin de sa vie.

H. R.

## J.F. HORRABIN

Le numéro d'avril de la revue *Plebs* consacre une étude à « J.F. Horrabin artiste célèbre et socialiste », et nous apprend sa mort, à Londres, le 2 mars dernier. Les anciens lecteurs de la R.P. se souviennent d'avoir lu son remarquable « *Précis de Géographie économique* », traduit par J. Péra, qui fut un des premiers livres édités par la R.P. Frank Horrabin était né à Peterborough, le 1<sup>er</sup> novembre 1884. Il collabora comme illustrateur au *Sheffield Telegraph*. Il fit des cours de géographie économique, collabora à divers journaux : *Daily News*, *News Chronicle*, *The Star*, *London Evening News*. Il illustra l'*Esquisse d'une Histoire Universelle* d'H.G. Wells, ainsi que le célèbre livre de Lancelot Hogben : *Mathématiques pour tous*. Il fut membre du Parlement pour sa ville natale de 1929 à 1931. Socialiste éducateur, il collabora à *Plebs*. Une de ses brochures s'intitule : *Pensez par vous-mêmes*. Son *Précis de Géographie économique* devint : « *Précis de Géographie Politique* » dans les dernières éditions. Il présida le Fabian Colonial Bureau, où il mena une campagne anti-coloniale. A cette occasion, il publia une *Courte histoire de l'Empire Britannique*, qui devint « *Comment l'Empire s'accrut* ». Il toucha un public de plus en plus large en devenant un des membres du « brain trust » de la première B.B.C. (D'après J.P.M. Millar).

Louis SIMON.

# TENDANCES, PARTIS, SYNDICATS

Faut-il revoir et préciser la Charte d'Amiens ? C'est une des questions qui m'ont été posées par des camarades de la Loire à la suite de mon papier : « La République des conseils ouvriers ».

Pour ma part je la trouve parfaite et permettant tous les rapports possibles entre ouvriers et salariés de toutes corporations, opinions et tendances. Un seul paragraphe cependant prête à équivoque : le paragraphe sept où la Charte se borne à demander au syndiqué « de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ».

Pris au pied de la lettre, c'est impossible, en particulier en ce qui concerne les conceptions sociales du syndiqué. Mais je pense qu'il faut comprendre cela ainsi : Il faut demander au syndiqué de repenser ses opinions sociales, de les traduire et de les adapter sur le plan syndicaliste : c'est-à-dire dans le respect de la démocratie, des statuts, et du fonctionnement de l'organisation syndicale commune de tous les salariés qui, selon les principes de la Première Internationale, n'a aucune doctrine préalable ou définitive mais définit son orientation dans les conjonctures données à partir de ses organismes de base souverains.

Le syndicalisme ne doit donc connaître des tendances syndicales et des opinions individuelles, libres les unes et les autres.

Est-ce à dire qu'un adhérent à un parti ou un anarchiste est considéré comme moins syndicaliste que celui qui fait du syndicalisme sa doctrine unique ? Evidemment non.

Ici prend alors toute son importance le principe du non cumul des mandats et responsabilités syndicales, politiques et libertaires.

On peut être un partisan actif et un militant syndicaliste responsable. On ne peut pas être un partisan responsable et un syndicaliste responsable et cela, quel que soit l'échelon de responsabilité de part et d'autre.

Ce principe parfaitement respecté clarifie automatiquement les rapports entre partis, syndicats et tendances.

Autre question : pourquoi dans les conseils ouvriers doit-on, selon moi, admettre aussi bien les tendances politiques que les tendances syndicales ou libertaires ? Mais en vertu même de ce que j'ai écrit plus haut, et en vertu de la séparation des pouvoirs et attributions entre les organismes à vocation gestionnaire et les organismes à vocation revendicative. Les organismes gestionnaires peuvent avoir à intervenir sur des plans extra-syndicaux et surtout dans une économie de transition : la seule qui nous intéresse pratiquement. Les conseils ouvriers sont concevables dans les communes, les centres culturels, les coopératives, les mutuelles, les sociétés artistiques, les bibliothèques, bref partout où il y a entreprise à gérer ou gestion à contrôler.

Pourquoi dans les syndicats ne pas admettre les tendances politiques, mais en vertu de toutes les thèses syndicales très bien exprimées par la Charte d'Amiens, et qui font que toute tendance politique se transforme en tendance syndicale sur le plan du syndicalisme quand elle le respecte.

En contre-partie, on peut dire qu'en vertu même des problèmes de production, d'échange, de recherche, de service public, les tendances syndicales elles-mêmes se transforment sur le plan des conseils ouvriers en tendances politiques.

Quant aux tendances libertaires, de deux choses l'une, elles sont tendances syndicales sur le plan syndical, et tendance de partisans sur le plan des conseils ouvriers, ou simples groupements d'individualités sans contour précis ; elles sont alors acceptables aussi bien sur le plan syndical que sur le plan gestionnaire des conseils, en vertu même du droit d'opinions individuelles.

Dernière question : les bourses du travail sont les municipalités ouvrières. Cette définition est suffisante quand elles ne contiennent que des unions locales. Elle est insuffisante quand elles contiennent aussi des unions départementales ou régionales. Elles sont alors aussi des organismes

départementaux ou régionaux (je n'écrirai pas des préfectures ouvrières, ce sont des mots qui hurlent quand ils sont accolés).

Toutes les tendances politiques, syndicales ou libertaires peuvent donc se retrouver en rapport : rapports de collaboration d'équilibre ou d'opposition, mais toujours rapports démocratiques, dans les conseils ouvriers et Bourses du Travail. Elles élaborent ainsi les organismes d'une société ouvrière anti-étatique avec la plus grande efficacité.

Mais les tendances politiques, syndicales et libertaires ne se retrouvent pas dans tout ce qui relève d'une collaboration avec les institutions bourgeoises ou parlementaires, comme avec celles d'un Etat ou d'un gouvernement. Là elles se dissolvent dans une totale indépendance réciproque.

Libre à chaque travailleur de penser qu'existe quelque part un Etat ouvrier avec lequel il est utile de collaborer étroitement. Libre à chaque travailleur de penser qu'existent des possibilités améliorables, au moyen d'une participation, dans les institutions démocratiques bourgeoises.

Libre à chaque travailleur de penser qu'il serait au contraire préférable de laisser aux Etats, et aux parlementarismes bourgeois leur pleine responsabilité et qu'il est toujours préférable de les influencer seulement de l'extérieur, par le seul truchement des organisations, organismes et institutions spécifiquement ouvrières ; donc que « parti ouvrier » pris dans le sens classique et électoraliste du terme est un non-sens.

Seuls, assurent pleinement cette liberté de conception de chaque travailleur, qu'il pense ou non devoir être aussi un citoyen organisé, les principes de la Charte d'Amiens et du syndicalisme classique, même quand ils inscrivent dans leurs perspectives la formule transitoire d'« une République des conseils ouvriers ».

C'est vrai dans la mesure même où on n'oublie pas que le but final de toutes les tendances et organisations ouvrières politiques, syndicales ou libertaires, c'est la destruction du salariat et du patronat, l'abolition du capitalisme, mais aussi l'abolition du capitalisme d'Etat, et l'abolition de l'Etat lui-même (1).

C'est si vrai qu'un parti ouvrier, communiste ou socialiste conséquent devrait être un aussi ardent défenseur de la Charte d'Amiens que le syndicalisme même, et inscrire lui aussi cette Charte, en tête de ses principes.

Jean DUPERRAY.

(1) L'évolution technique accélérée qui fait penser à certains d'entre nous que le monde évolue autant « selon Weils que selon Marx » donne à cette perspective toujours considérée comme lointaine, une actualité nouvelle. Les problèmes posés par l'article de Fontaine et sa controverse avec « le Monde Libéraire » : ceux des rapports entre marché libre, libre entreprise et planification démocratique, la notion nouvelle de « plan mobile » qui se fait jour dans les pays post-staliniens ne sont-ils pas éclairés d'un jour nouveau par l'utilisation des machines à penser et machines à gouverner ou à administrer ? Ne se trouve-t-on pas extraordinairement rapproché avec l'Etat-machine du temps où « chaque cuisinière peut diriger l'Etat » et par conséquent de celui où la collectivité peut s'en passer

UNE BROCHURE D'ACTUALITE

C U B A

Révolution et contre-révolution

Témoignages, textes officiels et documents

Une brochure d'un intérêt brûlant, éditée

par la Commission internationale

de Liaison ouvrière

En vente à la « R.P. » au prix de 2 NF

## Le combattant Cienfuegos abattu par Castro

*Roberto de Cardenas est un ancien combattant de la Colonne 14, intégrée dans les forces qui luttèrent contre la tyrannie de Batista à Cuba. Agé de 41 ans, il a été pilote de la Compagnie Cubaine d'Aviation. Il fut l'ami du défunt Camilo Cienfuegos qu'il aida dans son action révolutionnaire. La ferme de Roberto de Cardenas servit comme base pour l'organisation des activités qui mirent fin à la dictature.*

Camilo quitta la montagne et vint s'établir dans ma rizière, dans la province d'Oriente, située entre les villages de Manzanilla, Tirnas, Bayamo et Holguin. Après un entretien avec Camilo, celui-ci décida d'utiliser la ferme comme quartier général.

C'est là que fut formée la Colonne 14. Je voulais rester, mais je fus chargé de la section de renseignements de la colonne et je dus retourner à La Havane. On installa dans la ferme une station à ondes courtes et un système de radio-communications, et elle devint ainsi un centre de liaison. Depuis la ferme on tira des fils souterrains jusqu'à divers lieux proches et on organisa des ateliers où furent fabriquées des armes.

C'est dans ce coin que se livra la première bataille de la plaine, la bataille de « la estrella ».

Lors d'une de mes visites au quartier général de Camilo, alors que j'étais déjà membre de la Force Aérienne Rebelle, nous apprîmes que le commandant Felix Torres, communiste important qui était responsable de la province de Las Villas, irritait l'opinion par ses procédés stalinien. Camilo en fut très affecté...

### LE CAS MATOS

Alors que Huber Matos, collaborateur de Fidel Castro, avait déjà décidé de démissionner et que nous imaginions quel allait être son destin, le 21 octobre 1959, à sept heures du matin, Camilo arriva à Camaguey avec quatre camions portant les meilleurs de ses hommes. Nous eûmes une courte conversation. Sa principale préoccupation était de savoir comment Huber Matos supporterait son aventure. Il me déclara : « Je suis fatigué de Fidel et de tout le 26 juillet. »

Camilo se rendit auprès de Huber Matos, dans sa maison, et la première chose que celui-ci lui dit fut que c'était une folie d'être venu le voir, alors qu'il était le prochain inscrit sur la liste des purges de Fidel. Camilo répondit que c'était la seule façon de lui sauver la vie, car si Fidel était arrivé le premier il se serait arrangé pour que la populace s'empare de Matos.

Quand Huber Matos fut emmené à La Havane, comme prisonnier, Camilo m'appela aussitôt et me demanda la liste de mes hommes ainsi que le matériel dont j'avais essentiellement besoin. Il me dit qu'il s'en occuperait. Camilo demeura deux jours à Camaguey pour arranger ses affaires et confia au capitaine Mendel Sierra le commandement de l'armée dans la ville. Il quitta Camaguey le vendredi 23 octobre en me disant qu'il reviendrait le lendemain ou le surlendemain. Camilo ne revint pas avant le dimanche 25. Il me fit chercher aussitôt et nous eûmes une longue conversation avec d'autres officiers dont je ne puis donner les noms actuellement. Je lui fournis une liste détaillée de ce qui me manquait, notamment des armes. Il partit à nouveau le lundi 26 octobre déclarant qu'il serait de retour le jour suivant.

Au cours de ce second séjour il passa tout l'après-midi avec moi et après avoir discuté et plaisanté avec les soldats nous allâmes à l'aérodrome où attendait son « Cessna 310 » licence 53. Je demandai un rapport sur le temps prévu pendant le trajet et sur celui de la baie de La Havane pour l'heure probable de son arrivée dans la capitale. Les prévisions météorologiques n'étaient pas bonnes et je ne voulais pas que Camilo fasse le voyage dans son petit avion. Je lui déclarai que

je préférerais lui voir prendre un avion de la Compagnie Cubaine d'aviation, à quoi il répondit qu'il était d'accord à condition qu'il puisse emmener dix hommes sûrs avec lui. Je lui dis que j'allais essayer, mais je ne parvins pas à placer tant de gens dans l'avion de la Cubana qui était déjà passablement plein. Il me répondit alors qu'il ne voyagerait pas seul ainsi car il était sûr qu'il existait un plan pour l'enlever. Cela me surprit beaucoup et je lui demandais ce qui le lui faisait croire. Il me répliqua qu'il le savait, un point c'est tout... Ce fut la dernière fois que je vis Camilo.

### DISPARITION DE CAMILO

Je dois répéter que Camilo partit pour ce deuxième voyage le lundi 26 octobre, qu'il me dit qu'il rentrerait le jour suivant, le mardi 27, pour avoir une conversation avec moi après m'avoir remis les armes...

Nous rentrâmes immédiatement à la base et dans l'après-midi nous reçûmes un télégramme du quartier général de La Havane signé du capitaine Verdagner, informant que l'avion de Camilo avait des ennuis avec son moteur gauche et qu'il ne pourrait arriver avant le jour suivant, le mercredi 28 octobre.

J'attendais le jour suivant mais déjà la chose me déplaçait. J'étais nerveux...

J'attendis aux bureaux de la base, et c'est là que j'appris que l'avion avait décollé de Santiago-de-Cuba à quatre heures de l'après-midi, atterri à Camaguey, et reparti à nouveau pour La Havane avec Camilo à bord sans doute, le même après-midi à 6 heures 1 minute. Tout cela m'intriguait. Pourquoi Camilo était-il venu et n'avait-il pas pris contact avec moi ? Il y avait quelque chose d'étrange dans tout cela. Après 8 heures du soir, correspondant à peu près à l'heure de son arrivée à La Havane, je commençai à envoyer des câbles officiels demandant que l'on m'informe de l'heure d'arrivée de son avion dans la capitale. Vers minuit environ, finalement, le capitaine Verdagner me répondit : « Cette question n'est pas de votre compétence. Prière de ne plus questionner. »

Cette réponse me décida et je commençai des recherches immédiatement. J'appris que personne à l'aéroport n'avait vu Camilo à bord de l'avion. Je parlais avec les mécaniciens, avec tout le personnel de terre. De toute manière, le petit avion était reparti précipitamment, très mystérieusement, et personne n'avait vu Camilo.

En réalité, ce qui était arrivé était que Camilo avait été tué par Fidel lui-même au Palais présidentiel, vers 9 h. 30 environ du soir, le 27 octobre, jour où se tint le meeting pour exiger l'exécution de Huber Matos.

Pepito Rieras était présent au Palais présidentiel au moment de la concentration, quand on excita la foule pour lui faire demander que Huber Matos fût fusillé. Fidel, Raul et Almeida parlèrent à la foule. Camilo refusa de parler cette nuit-là. Il reprocha ensuite à Raul d'avoir excité les masses à demander que Matos soit fusillé alors qu'il n'était coupable d'aucun délit. Raul répondit, plein de rage, en l'insultant, et Camilo lui dit également sur un ton de colère qu'il allait le tuer sur-le-champ s'il continuait.

Il existe un autre témoin, dont le nom ne peut encore être rendu public, qui fut présent lors de la suite de cette discussion. Selon sa relation, les voix montèrent de ton jusqu'au moment où, tout à coup, un coup de feu se fit entendre, puis un autre. Ce témoin entendit Raul crier :

— Tu l'as tué !

Ces faits se sont passés dans une pièce du palais présidentiel où ils étaient réunis. Par la suite, nous apprîmes que cette nuit-là, Fidel dut être assisté par un médecin du fait qu'il avait été pris d'une crise nerveuse

**Robert DE CARDENAS**

Traduit de *Reconstruir*, Buenos Aires)

# ANTON PANNEKOEK

La vie d'Anton Pannekoek (1873-1960) coïncide presque entièrement avec l'histoire du mouvement ouvrier moderne. Il en a connu l'essor en tant que mouvement de protestation sociale, sa transformation en un mouvement de réforme sociale et son éclipse comme mouvement de classe indépendant dans le monde contemporain. Mais Pannekoek a connu également ses possibilités révolutionnaires dans les soulèvements spontanés qui, de temps en temps, interrompirent le cours tranquille de l'évolution sociale. Il est entré marxiste dans le mouvement ouvrier, et il est mort marxiste, persuadé que s'il existe encore quelque avenir, ce sera un avenir socialiste.

## UN SCIENTIFIQUE

Comme d'autres socialistes hollandais en vue, Pannekoek est issu de la classe moyenne et, comme il l'a fait remarquer une fois, son intérêt pour le socialisme provenait d'un penchant scientifique assez puissant pour embrasser à la fois la société et la nature. Pour lui, le marxisme était la science étendue aux problèmes sociaux; et l'humanisation de la science, c'était un aspect de l'humanisation de la société. Il savait concilier son goût pour la science sociale avec sa passion pour les sciences de la nature : il devint non seulement un des théoriciens dirigeants du mouvement ouvrier radical, mais aussi un astronome et un mathématicien de réputation mondiale.

Presque toute l'œuvre de Pannekoek est empreinte de cette attitude vis-à-vis des sciences et de la philosophie de la nature et de la société. Une de ses premières publications, «*Marxisme et Darwinisme*» éclaire la relation entre les deux théories. L'un de ses derniers travaux, l'*Anthropogénèse*, traite de l'origine de l'homme; «*l'importance scientifique du marxisme, tout comme du darwinisme, écrivait-il, consiste à développer jusqu'à ses dernières conséquences la théorie de l'évolution, le premier dans le domaine de la société, le second dans celui du monde organique*». L'importance de l'œuvre de Darwin réside dans la démonstration que «*dans certaines conditions une espèce animale se transforme nécessairement en une autre*». Le processus de l'évolution obéit à un «*mécanisme*», à une «*loi naturelle*». Le fait que Darwin a identifié cette «*loi naturelle*» avec la lutte pour l'existence, analogue à la concurrence capitaliste, n'affectait pas sa théorie; la concurrence capitaliste n'en devenait pas pour autant une «*loi naturelle*».

C'est Marx qui révèle la force motrice du développement social. Le «*matérialisme historique*» se rapporte à la société, et bien que le monde soit à la fois nature et société — comme on le constate dans le besoin de l'homme de manger pour vivre — les lois du développement social ne sont pas des lois de la nature; et bien entendu aucune loi, naturelle ou sociale, n'est absolue. Cependant, ces lois, dans la mesure où elles se vérifient par l'expérience, peuvent être considérées comme «*absolues*» pour les fins de la pratique humaine. Elles excluent l'arbitraire pur et le libre choix, et se rapportent à des règles et des faits habituellement observables, qui permettent de prévoir et de donner ainsi un fondement aux activités humaines.

Avec Marx, Pannekoek affirmait que c'est «*la production de la vie matérielle qui constitue la structure essentielle de la société et détermine les relations politiques et les luttes sociales*». C'est par la lutte de classes que les transformations sociales décisives se sont produites. Elles ont conduit à une élévation de la production sociale. Le socialisme implique également le développement des forces sociales de la production qui sont actuellement entravées par les rapports de classes

existants. Ce but ne peut être réalisé que par la classe des producteurs capable de fonder ses espoirs sur la naissance d'une société sans classes.

Les étapes de l'existence humaine et sociale sont liées, dans l'histoire, aux instruments et formes de production qui changent et augmentent la productivité du travail social. L'«*origine*» de ce processus se perd dans la préhistoire, mais on peut raisonnablement supposer qu'elle se situe dans la lutte de l'homme pour l'existence, dans un environnement naturel qui l'obligea à développer ses capacités productrices et son organisation sociale. Depuis l'écrit de F. Engels, le *rôle du travail dans la transformation du singe en homme*, toute une littérature est née autour du problème des instruments et de l'évolution sociale.

Dans l'*Anthropogénèse*, Pannekoek revint aux problèmes qu'il avait abordés dans son *Marxisme et Darwinisme*. De même qu'il y a des mécanismes qui expliquent le développement social et l'évolution naturelle, de même il doit y avoir un mécanisme qui explique l'essor de l'homme dans le monde animal. La société, l'aide mutuelle et même l'emploi des «*outils*» caractérisent également d'autres espèces; ce qui caractérise spécifiquement l'homme, c'est le langage, la raison et la fabrication d'outils. C'est cette dernière qui explique vraisemblablement le développement simultané du langage et de la pensée. Etant donné que l'emploi d'outils s'interpose entre un organisme et le monde extérieur, entre les stimuli et l'action, il force l'action et donc la pensée à faire un détour, à partir des impressions sensorielles par l'intermédiaire de l'outil, jusqu'à l'objet.

Sans la pensée humaine, le langage serait impossible. L'esprit humain est capable de pensées abstraites, il sait former des concepts. La vie mentale de l'homme et de l'animal dérive des sensations, qui se combinent en représentations; mais l'esprit humain sait distinguer entre les perceptions et les actes au moyen de la pensée, tout comme l'outil intervient entre l'homme et le but qu'il veut atteindre. La séparation entre les perceptions et les actes et la conservation de perceptions passées permettent la conscience et la pensée qui établit les liaisons intermédiaires entre les perceptions et formule des théories qui s'appliquent à des actes pratiques. La science de la nature est la preuve vivante d'une relation étroite entre les outils et la pensée.

Etant donné que l'outil est un objet isolé et inerte qui peut être remplacé et amélioré sous les formes les plus variées, il assure le développement extraordinaire et rapide de l'homme. Inversement, son emploi assure le développement du cerveau humain. Par conséquent le travail est le «*devenir*» et l'«*essence*» de l'homme, quelles que soient la dégradation et l'aliénation de l'ouvrier. Le travail et la confection d'outils élève l'homme hors du monde animal au niveau des actions sociales pour se mesurer avec les nécessités de la vie.

La genèse de l'homme est un processus très long. Mais la transformation de l'homme primitif en homme moderne est relativement courte. Ce qui distingue l'homme primitif de l'homme moderne, ce n'est pas une capacité cérébrale différente, mais la différence dans l'emploi de cette capacité. Lorsque la production sociale stagne, la société stagne; lorsque la production du travail se développe lentement le changement social est également retardé. Dans la société moderne, la production sociale s'est développée rapidement en créant des nouveaux rapports de classe et en détruisant les anciens. Ce qui a déterminé le développement social, ce n'était pas la lutte naturelle pour l'existence, mais le combat social pour telle ou telle forme de l'organisation sociale.

## POUR UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSE

Dès son origine, le socialisme fut à la fois théorie et pratique. En fait, il n'intéresse pas seulement ceux qui sont censés bénéficier de la transformation du capitalisme en socialisme. Préoccupé d'une société sans classes, et de la fin de tout conflit social, et attirant des intelligences de toutes les couches de la société, le socialisme prouve par avance la possibilité de sa réalisation. Encore jeune étudiant, en sciences naturelles, et se spécialisant en astronomie, Pannekoek entra au Parti ouvrier social-démocrate de Hollande et se trouva immédiatement à son aile gauche aux côtés de Herman Gorter et Frank van der Goes.

Sous l'influence de son fondateur non-marxiste, Domela Nieuwenhuis, ce parti fut plus combatif que les organisations strictement marxistes au sein de la Seconde Internationale. Il prit une position essentiellement antimilitariste et Domela Nieuwenhuis fit campagne pour l'emploi de la grève générale pour prévenir la guerre. Il ne put trouver de majorité, et il s'aperçut très tôt qu'à l'intérieur de l'Internationale, on se dirigeait vers la collaboration de classes. Il s'opposa à l'exclusion des anarchistes de l'Internationale, et son expérience de membre du Parlement lui fit rejeter le parlementarisme comme arme de l'émancipation sociale. Les tendances « anarcho-syndicalistes » dont il était le représentant divisèrent l'organisation. Un nouveau Parti Socialiste en sortit, plus près du « modèle » de la social-démocratie allemande. Cependant, l'idéologie radicale de l'ancien Parti influença les traditions du mouvement socialiste hollandais.

Ce radicalisme traditionnel trouva son expression dans le nouvel organe mensuel du Parti « De Nieuwe Tijd », particulièrement dans les contributions de Gorter et de Pannekoek, qui combattirent l'opportunisme croissant des dirigeants du Parti. En 1909, l'aile gauche autour de Gorter fut expulsée, et ce groupe constitua une nouvelle organisation, le « parti social-démocrate ». Pannekoek se trouvait alors en Allemagne. Il enseignait dans les écoles du Parti social-démocrate allemand et écrivait pour ses publications théoriques et pour différents autres journaux, comme par exemple la « Bremer Bürgerzeitung ». Il s'associa à la nouvelle organisation de Gorter, laquelle devint plus tard, sous la direction de van Revesteyn, Wijnkoop et Ceton, le Parti communiste orienté vers Moscou.

Bien que fidèle à la tradition du « socialisme libertaire » de Domela Nieuwenhuis, l'opposition de Pannekoek au réformisme et au révisionnisme social-démocrate était d'inspiration marxiste; elle se dressait contre le marxisme « officiel » dans ses deux formes, orthodoxe et révisionniste. Dans sa forme orthodoxe, le marxisme servait d'idéologie pour masquer une pratique non-marxiste; dans sa forme révisionniste, il ruinait à la fois la théorie et la pratique marxistes. Mais la défense du marxisme par Pannekoek n'était pas celle d'un doctrinaire; mieux que quiconque il reconnut que le marxisme n'était pas un dogme, mais une méthode de pensée s'appliquant aux problèmes sociaux dans le processus réel de la transformation sociale. La théorie marxiste, dans certains aspects, n'était pas seulement dépassée par le marxisme lui-même, mais certaines de ses thèses, issues de conditions déterminées, devaient perdre leur validité lorsque les conditions changeraient.

La première guerre mondiale ramena Pannekoek en Hollande. Avant la guerre, il avait été actif à Brême, en liaison avec Radek, Paul Frölich et Johann Knief. Ce groupe radical, de communistes internationaux se fonda plus tard avec le Spartakus-Bund, posant ainsi les fondements du Parti communiste d'Allemagne. Des groupes opposés à la guerre trouvèrent en Allemagne leurs chefs en Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Franz Mehring. En Hollande, cette opposition se groupa autour de Herman Gorter, Anton Pannekoek et Henriette Roland-Holst. A Zimmerwald et à Kienthal, ces groupes se joignirent à Lénine et à ses compagnons pour condamner la guerre impérialiste, et préconisèrent des actions prolétariennes aussi bien pour la paix que pour la révolution. La révolution russe de 1917, saluée comme le début possible d'un mou-

vement révolutionnaire mondial, fut soutenue par les radicaux hollandais et allemands malgré les divergences profondes entre eux et les léninistes.

De sa prison, Rosa Luxemburg exprimait des appréhensions sur les tendances autoritaires du bolchevisme; elle montra des craintes pour le contenu socialiste de la révolution russe au cas où l'appui d'une révolution prolétarienne à l'ouest viendrait à lui manquer. Gorter et Pannekoek partagèrent sa position d'appui critique au régime bolchevik. Néanmoins, ils travaillèrent dans le nouveau Parti communiste et pour la création d'une nouvelle Internationale. Dans leur esprit, cette Internationale devait être nouvelle non seulement de nom, mais aussi dans ses perspectives, à la fois quant au but socialiste et au moyen de l'atteindre.

La conception social-démocrate du socialisme, c'est le socialisme d'Etat qui doit être atteint par la voie de la démocratie parlementaire. Le suffrage universel et le syndicalisme sont les instruments propres à réaliser la transition pacifique du capitalisme au socialisme. Lénine et les bolcheviks, eux, ne croyaient pas à une transformation pacifique. Ils appelaient au renversement révolutionnaire du capitalisme. La conception du socialisme était encore celle de la social-démocratie puisqu'elle impliquait l'emploi du parlementarisme et du syndicalisme pour atteindre le but.

## L'IMPUISSEANCE PARLEMENTAIRE... ET SYNDICALE

Cependant le tsarisme ne fut pas renversé par des procédés démocratiques et des actions syndicalistes. L'organisation de la révolution fut l'œuvre de Soviets développés spontanément, des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Toutefois ces Soviets et ces conseils laissèrent la place à la dictature des bolcheviks. Lénine était prêt à utiliser le mouvement des Soviets tout autant que n'importe quelle forme d'action, y compris le parlementarisme et le syndicalisme, pour atteindre à ses fins : le pouvoir dictatorial pour son Parti sous le camouflage de la « dictature du prolétariat ». Ayant atteint son but en Russie, il s'efforça de renforcer son régime avec l'aide du mouvement ouvrier révolutionnaire en Europe Occidentale; en cas d'échec, il comptait influencer suffisamment le mouvement ouvrier occidental pour s'assurer au moins son appui indirect. Vu les besoins immédiats du régime bolchevik et les idées politiques de ses chefs, l'Internationale communiste ne fut pas le commencement d'un mouvement ouvrier nouveau, mais simplement une tentative pour gagner le contrôle du mouvement ancien et de l'utiliser pour défendre le régime bolchevik en Russie.

Le social-patriotisme des organisations ouvrières de l'Ouest et leur politique de collaboration de classes pendant la guerre convainquirent les ouvriers révolutionnaires que ces organisations ne pouvaient pas être utilisées à des fins révolutionnaires. Elles étaient devenues des institutions liées au système capitaliste et elles devaient être détruites en même temps que lui. Inévitables et nécessaires lors du développement antérieur du socialisme et de la lutte et pour des buts immédiats, le parlementarisme et le syndicalisme avaient cessé d'être les instruments de la lutte de classes. Dans tous les conflits sociaux, on les trouvait du côté du capital. Aux yeux de Pannekoek, ce ne fut pas là une question de direction mauvaise à remplacer par une direction meilleure, mais une question de transformation des conditions sociales dans lesquelles le parlementarisme et le syndicalisme avaient cessé de jouer un rôle émancipateur. La crise capitaliste à la veille de la guerre posa la question de la révolution; l'ancien mouvement ouvrier ne pouvait se changer en force révolutionnaire, puisque le socialisme n'a pas de place pour les syndicats ou la démocratie bourgeoise formelles.

Partout où, pendant la guerre, les ouvriers lutèrent pour des revendications immédiates, ils durent le faire contre les syndicats, comme dans les grèves de masse en Hollande, en Allemagne, en Autriche et en Ecosse. Ils organisèrent leurs actions dans des comités d'entreprises, les shop



## PREMIER SYMPTOME CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DU BOLCHEVISME

stewards ou des conseils ouvriers, indépendamment des syndicats existants. Dans toute situation vraiment révolutionnaire, en Russie en 1905 et de nouveau en 1917, tout comme dans l'Allemagne et l'Autriche de 1918, des conseils (soviets) d'ouvriers et de soldats surgirent spontanément et tentèrent d'organiser la vie économique et politique en étendant leur système à l'échelle nationale. Le pouvoir des conseils est la dictature du prolétariat, car les conseils sont élus au niveau de la production, les couches sociales qui ne participent pas à la production restant sans représentation. En soi, ce mouvement peut ne pas conduire au socialisme. Ainsi les conseils allemands en donnant leur appui à l'Assemblée Nationale se sont eux-mêmes liquidés. Or, la détermination du prolétariat par lui-même suppose une organisation sociale dans laquelle le pouvoir de décision concernant la production et la distribution se trouve entre les mains des ouvriers.

Pannekoek reconnu dans ce mouvement des conseils le commencement d'un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire, et en même temps le début d'une réorganisation socialiste de la société. Ce mouvement ne pouvait naître et se maintenir qu'en s'opposant aux formes traditionnelles. Ces principes attirèrent la partie la plus militante du prolétariat en révolte, au grand chagrin de Lénine qui ne pouvait concevoir un mouvement échappant au contrôle du Parti ou de l'Etat, et qui s'appliquait à émasculer les Soviets en Russie. Il ne pouvait pas plus tolérer un mouvement communiste international hors du contrôle absolu de son propre parti. Par des intrigues d'abord et, après 1920, ouvertement, les bolcheviks s'efforcèrent de combattre les tendances anti-parlementaires et antisyndicales du mouvement communiste, sous prétexte qu'il ne fallait pas perdre le contact avec les masses qui adhéraient encore aux anciennes organisations : Le livre de Lénine, « La maladie infantile du communisme » était surtout dirigé contre Gorter et Pannekoek, qui étaient les porte-parole du mouvement des conseils communistes. Le Congrès de Heidelberg en 1919 divisa le parti communiste allemand en une minorité léniniste et en une majorité qui adhérait aux principes de l'antiparlementarisme et de l'antisindicalisme sur lesquels le Parti était fondé initialement. Une autre controverse venait s'ajouter à la première alors : dictature du parti ou dictature de classe ? Les communistes non-léninistes adoptèrent le nom de Parti des ouvriers communistes d'Allemagne (KAPD). Une organisation similaire fut fondée plus tard en Hollande. Les communistes de parti s'opposèrent aux communistes de conseil et Pannekoek se rangea aux côtés des seconds. Ceux-ci assistèrent au 2<sup>e</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale en qualité de sympathisants. Les conditions d'admission dans l'Internationale — subordination totale des diverses organisations nationales à la volonté du Parti russe — sépara complètement le jeune mouvement des conseils de l'Internationale communiste.

L'action de l'Internationale communiste contre l'« ultra-gauche » fut la première intervention directe du Parti russe dans la vie des organisations communistes des autres pays. Le mode de contrôle ne changea jamais. En réalité, le mouvement communiste mondial tout entier passa sous le contrôle russe conformément aux besoins spécifiques de l'Etat bolchevik. Bien que ce mouvement n'ait jamais réussi, comme le prédisent Pannekoek et Gorter, à conquérir les syndicats occidentaux ni à dominer les vieilles organisations socialistes en séparant la base des dirigeants, il détruisit l'indépendance et le caractère radical du jeune mouvement communiste des conseils. Grâce à l'énorme prestige d'une révolution politique victorieuse, et à la faillite de la révolution allemande, le Parti bolchevik gagna aisément une grande majorité du mouvement communiste aux principes du léninisme. Les idées et le mouvement du communisme des conseils déclineront progressivement et disparaîtront pratiquement avec la montée du fascisme et la deuxième guerre mondiale.

Alors que la lutte de Lénine contre l'« ultra-gauche » était le premier symptôme des tendances « contre-révolutionnaires » du bolchevisme, le combat de Pannekoek et de Gorter contre la corruption léniniste du nouveau mouvement ouvrier fut le commencement d'un antibolchevisme d'un point de vue prolétarien. Et c'est là, naturellement, le seul antibolchevisme conséquent. L'antibolchevisme bourgeois est l'idéologie courante de la concurrence capitaliste des impérialismes qui change selon les rapports de forces nationaux. La République de Weimar par exemple combattit le bolchevisme d'une part et en même temps conclut des accords secrets avec l'Armée Rouge et des accords commerciaux ouverts avec les bolcheviks afin de soutenir sa propre position politique et économique dans la concurrence mondiale. Il y a eu le pacte Hitler-Staline et l'invasion de la Russie. Les alliés occidentaux d'hier sont aujourd'hui ennemis dans la guerre froide, pour ne mentionner que la plus évidente des inconspéquences qui sont en fait la politique du capitalisme, déterminée uniquement par les intérêts du profit et du pouvoir.

L'antibolchevisme suppose l'anticapitalisme, puisque le capitalisme d'Etat bolchevik n'est qu'un type de capitalisme. Bien entendu, en 1920, le phénomène était moins visible qu'aujourd'hui. L'expérience du bolchevisme peut nous servir de leçon pour savoir comment le socialisme ne peut pas être réalisé. Le contrôle des moyens de production, propriété privée transférée à l'Etat, la direction centrale et antagonique de la production et de la distribution laissent intacts les rapports capital-travail en tant que relation entre exploités et exploités, maîtres et sujets. Ce développement conduit uniquement à une forme plus moderne du capitalisme, où le capitalisme n'est plus indirectement mais directement la propriété collective d'une classe dominante à base politique. Le système capitaliste tout entier va dans cette direction et réduit ainsi l'« antibolchevisme » capitaliste à une simple lutte impérialiste pour le contrôle du monde.

Rétrospectivement, on n'a pas de peine à comprendre que les divergences entre Pannekoek et Lénine ne pouvaient être résolues à coup d'arguments. Toutefois, en 1920, un espoir restait permis : que les travailleurs occidentaux suivent une voie indépendante, non pas vers un capitalisme d'un nouveau genre, mais vers son abolition. Répondant à la « Maladie Infantile » de Lénine, Gorter s'efforça de convaincre les bolcheviks de leurs « erreurs » de méthode, en soulignant la différence des conditions socio-économiques entre la Russie et l'Occident; la tactique qui amena les bolcheviks au pouvoir en Russie ne pouvait pas s'appliquer à une révolution prolétarienne en Occident. Le développement ultérieur du bolchevisme montra cependant que les éléments bourgeois présents dans le léninisme n'étaient pas dus à quelque « théorie fautive », mais avaient leur source dans le caractère de la révolution russe elle-même. Elle avait été conçue et accomplie comme une révolution capitaliste d'Etat, appuyée sur une idéologie pseudo-marxiste.

Dans de nombreux articles publiés dans des journaux communistes antibolcheviks, et jusqu'à la fin de sa vie, Pannekoek s'efforçait d'éclaircir la nature du bolchevisme et de la révolution russe. De même que dans sa critique antérieure de la social-démocratie, il n'accusa pas les bolcheviks d'avoir « trahi » les principes de la classe ouvrière. Il montra que la révolution russe, tout en étant une étape importante dans le développement du mouvement ouvrier, tendait uniquement vers un système de production qui pouvait être appelé indifféremment socialisme d'Etat ou capitalisme d'Etat. La révolution ne trahit pas ses propres buts, pas plus que les syndicats ne « trahissent » le syndicalisme. De même qu'il ne peut pas y avoir d'autre type de syndicalisme que le type existant, de même on ne doit pas s'attendre que le capitalisme d'Etat fût autre chose que lui-même.

La révolution russe fut cependant menée sous la bannière du marxisme et l'Etat bolchevik est considéré généralement comme un régime marxiste. Le marxisme et bientôt le marxisme-léninisme-stalinisme restèrent l'idéologie du capitalisme d'Etat russe. C'est pour montrer ce que signifie réellement le « marxisme » du léninisme que Pannekoek entreprit un examen critique de ses fondements philosophiques en publiant en 1938 son **Lénine philosophe**. Lénine avait exprimé ses idées philosophiques dans **Matérialisme et empiriocriticisme**, paru en russe en 1908 et traduit en allemand et en anglais en 1927. Autour de 1904, certains socialistes russes, Bogdanov en particulier, s'étaient tournés vers la philosophie naturaliste occidentale, notamment vers les idées de Ernst Mach qu'ils essayaient de combiner avec le marxisme. Ils eurent quelque influence dans le Parti socialiste russe, et Lénine s'employa à la détruire en attaquant sa source philosophique.

Marx avait appelé son système de pensée matérialisme, sans donner à ce terme un sens philosophique. Il visait simplement la base matérielle de toute existence et de toute transformation sociale. Pour en arriver à cette conception, il avait rejeté aussi bien le matérialisme philosophique de Fierbach que l'idéalisme spéculatif de Hegel. Pour le matérialisme bourgeois, la nature est une réalité objectivement donnée et l'homme est déterminé par des lois naturelles. Ce qui distingue le matérialisme bourgeois du matérialisme historique, c'est cette confrontation directe de l'individu et de la nature extérieure, de l'incapacité de voir, dans la société et dans le travail social, un aspect indissoluble de la réalité totale.

Le matérialisme bourgeois et la philosophie naturaliste avait soutenu à ses débuts que l'expérience sensorielle, base de l'activité intellectuelle, permettait d'aboutir à une connaissance absolue de la réalité physique, constituée prétendument par la matière. Dans leur tentative de relier la représentation matérialiste du monde objectif au processus de la connaissance lui-même, Mach et les positivistes niaient la réalité objective de la matière en montrant que les concepts physiques doivent être construits à partir de l'expérience sensorielle conservant ainsi leur caractère subjectif. Ceci dérangeait beaucoup Lénine, étant donné que pour lui la connaissance était uniquement le reflet d'une vérité objective, et qu'il n'y avait de vérité que matérielle. Il considérait l'influence de Mach dans les milieux socialistes comme une corruption du matérialisme marxiste. Dans son esprit, l'élément subjectif dans la théorie de la connaissance de Mach était une aberration idéaliste et une tentative délibérée de ressusciter l'obscurantisme religieux.

Il est vrai que le progrès de la critique scientifique avait eu ses interprètes idéalistes qui pouvaient satisfaire les esprits religieux. Certains marxistes se mirent à défendre le matérialisme de la bourgeoisie, autrefois révolutionnaire, contre le nouvel idéalisme, ainsi que la nouvelle science de la classe capitaliste installée au pouvoir. Lénine attribuait une grande importance à ce fait, puisque le mouvement révolutionnaire russe, qui était à la veille d'une révolution bourgeoise, utilisait largement dans sa lutte idéologique les arguments scientifiques et philosophiques de la bourgeoisie occidentale naissante.

#### L'OPPOSITION A LENINE

En confrontant l'attaque de Lénine contre l'empiriocriticisme avec son contenu scientifique, Pannekoek révéla non seulement que Lénine avait déformé les idées de Mach et d'Avenarius, mais aussi qu'il était incapable de critiquer leur œuvre d'un point de vue marxiste. Lénine attaquait Mach non point du point de vue du matérialisme historique, mais en se plaçant sur le terrain du matérialisme bourgeois, scientifiquement moins développé. Pannekoek voyait, dans cet emploi du matérialisme bourgeois pour la défense du « marxisme », une preuve supplémentaire du caractère mi-bourgeois, mi-prolétarien du bolchevisme et de la révolution russe elle-même. Ce matérialisme s'accordait avec une conception du « socialisme » comme capitalisme d'Etat, avec les attitudes auto-

ritaires à l'égard de toute organisation spontanée, avec le principe anachronique et irréalisable de l'autodétermination nationale, et avec la conviction de Lénine que seule, l'intelligentsia bourgeoise est capable de développer une conscience révolutionnaire, ce qui la destine à guider les masses. Ce mélange du matérialisme bourgeois et de marxisme révolutionnaire, qui caractérisait la philosophie de Lénine, réapparut avec la victoire du bolchevisme, mélange de pratiques néo-capitalistes et d'idéologie socialiste.

Toutefois, la révolution russe était un événement progressif d'une signification énorme, comparable à la Révolution française. Elle révélait en même temps que le mode de production capitaliste n'est pas limité au rapport de propriété privée prédominant dans sa période libérale. Par suite du reflux de la vague révolutionnaire à la veille de la première guerre mondiale, le capitalisme se consolidait, à nouveau, en dépit des conditions de crise sérieuses, en donnant plus d'importance aux interventions de l'Etat dans l'économie. Dans les nations capitalistes moins vigoureuses, ce phénomène prit la forme du fascisme, et l'on vit s'intensifier les politiques impérialistes qui menèrent finalement à la seconde guerre mondiale. Plus encore que la première, cette seconde guerre montra clairement que le mouvement ouvrier qui subsistait n'était plus un mouvement de classe, mais qu'il faisait partie intégrante des divers systèmes nationaux du capitalisme contemporain.

C'est dans la Hollande occupée pendant la seconde guerre mondiale que Pannekoek prit la plume pour composer **Workers's Councils**. L'ouvrage était terminé en 1947. Il résumait l'expérience d'une vie en ce qui regarde la théorie et la pratique du mouvement ouvrier international, ainsi que le développement et la transformation du capitalisme dans les divers pays et dans son ensemble. Cette histoire du capitalisme, et de la lutte contre le capitalisme, finit sur le triomphe d'un capitalisme revivifié quoique changé. La fin de la seconde guerre mondiale a vu les intérêts de la classe travailleuse entièrement assujettis aux impératifs de concurrence des deux systèmes capitalistes rivaux, qui se préparent pour un nouveau conflit. A l'Ouest, les organisations des travailleurs sont restées en place, mais elles cherchent, au mieux, à remplacer tout simplement le monopole par le capital d'Etat. Quant au soi-disant mouvement communiste mondial il met ses espoirs en une révolution planétaire sur le modèle russe. Dans l'un et l'autre cas, le socialisme se confond avec la propriété publique, l'Etat étant maître de la production et les travailleurs demeurant aux ordres d'une classe dirigeante.

L'effondrement du capitalisme ancienne manière, ce fut aussi la chute du vieux mouvement ouvrier. Ce que l'on appelait socialisme se révèle être un capitalisme durci. Cependant, au contraire de la classe dirigeante, qui s'adapte rapidement aux conditions nouvelles, la classe ouvrière se trouve dans une situation d'impuissance, et sans espoir à l'horizon : elle adhère toujours aux idées et aux activités traditionnelles. Or, les changements économiques ne provoquent des changements de conscience que graduellement, et il s'écoulera peut-être un assez long temps avant que surgisse un nouveau mouvement ouvrier, adapté aux nouvelles conditions, car la tâche des travailleurs demeure inchangée : c'est d'abolir le mode de production capitaliste, c'est d'accomplir le socialisme. Pour atteindre ce but, il faudra que les travailleurs s'organisent et organisent la société de façon que la production et la distribution obéissent à un plan social, élaboré par les producteurs eux-mêmes. Ce mouvement ouvrier, quand il se lèvera, reconnaîtra ses origines dans les idées du communisme de conseils et dans celles d'un de ses représentants les plus rigoureux : Anton Pannekoek.

**Paul MATTICK,**  
(texte traduit de l'anglais)

(Paul Mattick fut un compagnon d'Anton Pannekoek. Il est connu pour ses travaux d'économie marxiste et ses articles publiés dans la plupart des périodiques de positions radicales aux Etats-Unis.)

# LES FAITS DU MOIS

**MARDI 3.** — En Syrie, la garnison d'Alep se dresse contre le pouvoir civil.

Débarquement de soldats indonésiens en Nouvelle-Guinée.

**MERCREDI 4.** — En Syrie, capitulation des officiers pro-nassériens.

Nouvelle révocation de M. Schwartz, professeur à l'École Polytechnique.

**JEUDI 5.** — Lyssenko abandonne la présidence de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

**VENDREDI 6.** — Accord soviéto-américain sur les missions militaires à Berlin.

Bertrand Russel, F. Mauriac et Martin Buter demandent à Khrouchtchev de ne pas appliquer la peine de mort pour délits économiques.

Manifestation des étudiants à Lisbonne.

**DIMANCHE 8.** — Référendum sur les accords d'Evian et les pouvoirs à De Gaulle : 17.866.423 oui, 1.809.074 non, 1.100.000 nuls, 6.800.000 abstentions.

**MARDI 10.** — Appel de Kennedy et Mac Millan à Khrouchtchev pour l'arrêt des explosions nucléaires.

A l'O.N.U., condamnation de l'action israélienne au Lac de Tibériade (la France s'abstient).

**MERCREDI 11.** — Le parlement israélien proteste contre le vote de l'O.N.U.

**JEUDI 12.** — Le Président Kennedy s'oppose à la décision des producteurs d'acier d'augmentation de leurs prix.

Rappel du général Clay, commandant américain à Berlin-Ouest.

Djilas à nouveau poursuivi pour « campagne anti-yougoslave » à l'étranger.

**VENDREDI 13.** — L'armée investit le centre d'Oran, après de violents combats de rues contre l'O.A.S.

A Paris, congrès du Syndicat National de l'Enseignement technique et du Syndicat National de l'Enseignement secondaire.

Edmond Jouhaud est condamné à mort.

**SAMEDI 14.** — Démission du cabinet Debré. Constitution du gouvernement Pompidou.

Les compagnies sidérurgiques américaines renoncent à l'augmentation du prix de l'acier.

Khrouchtchev refuse à nouveau le contrôle international sur les essais nucléaires.

60 prisonniers anticastristes de Cuba sont libérés (6 contre 25.000 dollars par tête, les autres pour raisons de santé).

**DIMANCHE 15.** — A Oran, l'O.A.S. contrôle pendant 6 heures le central téléphonique.

**LUNDI 16.** — A Washington, entretiens américano-soviétiques sur Berlin.

Le Congrès Juif américain condamne l'antisémitisme en Allemagne et en U.R.S.S.

**MARDI 17.** — M. Gromyko, ministre soviétique des Affaires Etrangères reçu par Tito à Belgrade.

**MERCREDI 18.** — A Oran : un commando O.A.S. tue 20 musulmans.

**JEUDI 19.** — Le Président Kennedy s'affirme hostile à la dissémination des armes nucléaires.

**VENDREDI 20.** — Le maréchal Koniev relevé des fonctions de chef des armées soviétiques en Allemagne de l'Est.

A Marseille, congrès du syndicat C.F.T.C. de l'Enseignement public.

Congrès de l'Union Nationale des Etudiants Français à Reims.

Grève des mécaniciens à Air-France.

Arrestation de l'ex-général Salan à Alger.

**LUNDI 23.** — En Allemagne, aux Etats-Unis, en Angleterre, marches contre l'arme atomique.

Grève des roulants de la S.N.C.F. dans le Sud et le Sud-Est.

Session du Soviet suprême à Moscou.

**MARDI 24.** — A Lyon, bagarres entre partisans du F.L.N. et du M.N.A.

Les mineurs asturiens en grève en Espagne.

**MERCREDI 25.** — Grève chez les cheminots en France.

Reprise des expériences nucléaires américaines.

**JEUDI 26.** — Le gouvernement Pompidou se présente devant l'Assemblée Nationale.

En Argentine, les péronistes sont exclus des corps élus.

Nouvelle grève d'Air-France à Orly.

Réduction du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre.

**VENDREDI 27.** — Le gouvernement Pompidou obtient la confiance par 259 voix contre 128 et 119 abstentions.

M. Farès, président de l'Exécutif provisoire algérien se rend à Paris.

**SAMEDI 28.** — Réunion à Paris du Comité des Affaires algériennes pour la lutte contre l'O.A.

S. : la force locale pourra intervenir à Alger et à Oran.

**LUNDI 30.** — Nouveaux heurts en France entre le F.L.N. et le M.N.A.

La C.I.S.L. et la C.I.S.C. (Confédération internationale des syndicats chrétiens) protestent contre les mesures du gouvernement espagnol menaçant les gévistes des Asturies.

## D'où vient l'argent ?

### MOIS D'AVRIL 1962

RECETTES :	
Abonnements ordinaires .....	1.696 »
Abonnements de soutien .....	470 »
	2.166 »
Souscription .....	174 »
Vente des livres et brochures .....	43,90
Participation de l'Un. des synd. aux frais d'impr. du suppl. au n° 471 .....	76,50
Divers .....	112,68
	2.573,08
En caisse à fin mars .....	1.399,79
	3.972,87

DEPENSES :	
Achat des livres et brochures .....	76,90
Frais d'expédition .....	12,30
Autres frais généraux .....	334,25
	423,45
En caisse à fin avril :	
Espèces .....	95,07
Chèques postaux .....	3.454,35
	3.549,42
	3.972,87

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

André Alix (Seine), 25 ; Marcel Bavard (Côte-d'Or), 30 ; Joseph Bracops (Belgique), 49 ; Josette et Jean Cornec (Finistère), 30 ; Maurice Dambourges (Gers), 25 ; Clément Delsol (Paris), 25 ; E. Delusme (Seine), 25 ; Nicolas Faucier (Seine-et-Oise), 30 ; Félix Guyard (Seine-et-Marne), 30 ; François Langue (Eure), 25 ; Pierre Métayer (Seine-et-Oise), 30 ; René Michaud (Paris), 25 ; Henri Ploquin (Seine), 30 ; Hugo Rolland (Italie), 61 ; Paul Sirieux (Rhône), 30. — Total : 470 NF.

### LA SOUSCRIPTION

E. Allot (Finistère), 5 ; Lucien Baratgin (Seine), 2 ; A. Bermon (Var), 5 ; Gustave Berthomier (Drôme), 5 ; Roger Boyer (Tarn), 10 ; Marcel Caillon (Yonne), 3 ; Michel Catteau (Saône-et-Loire), 5 ; Alfred-Jean Caux (Nord), 3 ; Gaston Chasson (Ardèche), 5 ; René Daniel (Finistère), 5 ; Francis Dufour (Aude), 5 ; Jean Duperray (Loire), 6 ; Joaquin Egea (Hérault), 5 ; René Gaudin (Haute-Garonne), 5 ; B. Giauffret (Alpes-Maritimes), 5 ; Roger Guéret (Puy-de-Dôme), 5 ; C. Joubert (Loire), 5 ; Jean-H. Laffont (Gironde), 5 ; René Lagneau (Moselle), 5 ; Lucien Laumière (Seine-et-Oise), 5 ; Van Reusel (Belgique), 25 ; Louis Martinollet (Aude), 5 ; Emmanuel Mormiche (Deux-Sèvres), 5 ; Armand Muratet (Haute-Garonne), 5 ; Pierre Palix (Var), 2 ; Marcel Patin (Seine-et-Oise), 5 ; Claude Poss (Rhône), 5 ; Guy Rosé, 3 ; C. Rozet (Loire), 5 ; Hélène Savanier (Alpes-Maritimes), 5 ; Trelu (Finistère), 5 ; Roger Verdelhan (Bouches-du-Rhône), 5. — Total : 174 NF.

LISEZ ET FAITES LIRE

**PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE**

par Louis MERCIER

L'exemplaire : 3 NF

**LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE « WELFARE STATE »**

d'Evert Arvidsson

L'exemplaire : 2 NF Par colis de 10 : 15 NF

**L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS**

par Roger Hagnauer

L'exemplaire : 1 NF

**EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?**

par Pierre Dichamp

Chaque exemplaire : 1 NF

Commandes à l'Union des Syndicalistes : R. Marcheti, 103, rue Orfila, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. 7473-08 Paris

**LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE  
GUERRE MONDIALE**

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

par Alfred Rosmer

Prix net : 30 NF

**MOSCOU SOUS LENINE**

par Alfred ROSMER

Prix : 6 NF

**LA CHINE**

par Robert Louzon

Prix : 4 NF (franco)

**TROIS SCISSIONS SYNDICALES**

par Pierre MONATTE

Prix : 7 NF 20

**LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE**

de Roger HAGNAUER

L'exemplaire : 6 NF

**L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE**

par Roger HAGNAUER

L'exemplaire : 9 NF 45

Commandes à La Révolution prolétarienne C.C.P. 734-99 Paris